

Militant

2€

Bulletin marxiste pour la France insoumise - 2^e semestre 2020 - n°159

La santé malade du capitalisme

Dossier Coronavirus

- L'impact colossal de la crise du coronavirus ne va faire que s'amplifier
- Stagnation économique et lockout du prolétariat
- Professions indépendantes : vers de nouvelles subordinations au capitalisme
- pour une réhabilitation du professeur Didier Raoult
- appel pour un comité parisien de santé publique



Militant

Militant est un espace de réflexion, de débat et d'affirmation d'une pensée marxiste adaptée aux conditions du XXI^e siècle. Militant ambitionne d'être un laboratoire où toutes les questions historiques, théoriques, économiques ou de stratégie politique pourront et devront être débattues.

Militant a vocation à devenir un trait d'union entre les personnes qui adhèrent à cette nécessité et les intellectuels ou militants politiques, associatifs ou syndicaux que nous souhaitons gagner à une perspective de renversement du système institutionnel actuel et de dépassement du capitalisme.

■ Sommaire :

Dossier : la santé malade du capitalisme

L'impact colossal de la crise du coronavirus ne va faire que s'amplifier	page 3
Stagnation économique et lockout du prolétariat	page 7
Professions indépendantes : vers de nouvelles subordinations au capitalisme	page 9
Pour une réhabilitation du Professeur Didier Raoult	page 11
Appel pour un Comité parisien de santé publique	page 15
Nous célébrons le 1er mai 2020 dans des temps extraordinaires	page 17
Appels pour «les jours d'après» ou comment faire le plein avec du vide	page 18
La collapsologie : le renoncement au changement	page 21
Itinéraire Militant : Marie-Pascale Chevance Bertin	page 28
Nécrologie : Ernesto Cardenal	page 30
Le féminisme identitaire, du déjà-vu dans le monde dit « arabo-musulman » ?	page 32
Echos des Municipales 2020 : Maromme (Seine-Maritime)	page 33
Contre le « socialisme municipal » : une lettre de Friedrich Engels	page 34
La Revue des livres	page 35
L'histoire des JCR, entre bobards et amateurisme... ..	page 36
Quand le Diplo se met au vert	page 39
Echos de Militant	page 40

Comité éditorial

Omar Bouraba (75), Jean-Paul Chardon (75), Marie-Pascale Chevance Bertin (75), Hamza El Meray (75), Jean-Paul Diesler (75), François Ferrette (61), Jean-Pierre Garnier (75), Salima Jamili (75), Eric Lester (14), Joëlle Losson (64), Raymond Maillard (75), Didier Mariategui (84), Jean-Paul Martin (75), Myassa Messaoudi (92), Bernard Munin (76), Amir Saïghi (95), Geneviève Sabathé (30).

Mise en pages

François Ferrette

Directeur de la publication

Raymond Maillard, Militant,
18 rue Victor Massé 75009 Paris

Rien ne changera si on reste isolé. Rejoignez MILITANT !

je m'abonne au bulletin Militant (un an) : 10€

je rejoins Militant : 50 euros (cotisation annuelle en un ou plusieurs chèques - intègre l'abonnement au bulletin)

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Mèl : _____

Téléphone : _____

chèque à renvoyer à : Militant, 18 rue Victor Massé, 75009 Paris.

L'impact colossal de la crise du coronavirus ne va faire que s'amplifier

Par John Ross

Les deux énormes chocs du coronavirus

Le coronavirus est littéralement un problème de vie ou de mort pour des millions de personnes, c'est pourquoi il domine totalement l'attention de masse et les médias. Il a également provoqué simultanément un gigantesque choc économique mondial. Il est impossible de séparer ces deux problèmes car l'impact du coronavirus sur l'économie mondiale dépend de sa maîtrise et de sa rapidité.

Il est crucial de comprendre que nous ne voyons que le début de cette crise, l'impact du coronavirus ne fera que s'aggraver en Occident. Cela est dû au fait que la crise des coronavirus en Europe et aux États-Unis est maintenant bien pire que lors de la pire période en Chine et continue jusqu'à présent à s'aggraver. En effet, l'incapacité des pays capitalistes à contrôler le virus a provoqué un désastre, la seule question est de savoir s'il s'aggraverait maintenant jusqu'à créer une catastrophe.

Prenons d'abord le moins important des deux aspects de la santé et de l'économie, celui de l'économie. Le coronavirus est inhabituel car il est à la fois un choc de l'offre et un choc de la demande. Le choc du côté de l'offre est que le risque pour la santé signifie que la main-d'œuvre ne peut pas produire normalement, provoquant d'énormes chutes de production. L'effet secondaire de la demande est qu'un nombre important de services et de biens, s'ils ne sont pas consommés à court terme, ne seront pas achetés du tout, les gens ne se rendront pas au travail deux fois pour compenser quand ils ne vont pas au travail, il n'y aura pas deux fois plus de repas dans les restaurants, etc.



Cela s'est reflété dans les énormes chutes de production en Chine en janvier-février, alors que le pays a essentiellement fermé son économie au niveau nécessaire pour contenir la propagation du virus et pour en protéger le peuple chinois. Par rapport à l'année précédente, la baisse de la production industrielle de la Chine de 13,5% en janvier-février, la baisse de 20,5% des ventes au détail et la baisse de 25,5% des investissements ont montré cet impact. Mais l'action économique drastique de la Chine était entièrement justifiée dans les termes humains les plus importants, car le coronavirus a été définitivement maîtrisé. En seulement cinq semaines et deux jours après le pic des infections quotidiennes, c'est-à-dire entre le 5 février et le 13 mars, le nombre de nouveaux cas quotidiens en Chine est passé de 3 887 à 8, soit une baisse de 99,8%. Cela

John Ross est attaché supérieur de recherches, Institut d'études financières de Chongyang, Université de Renmin (Chine). Texte traduit de l'anglais.

montre qu'une action décisive, donnant la priorité absolue à la protection de la santé des personnes, peut contrôler le virus.

Au 15 mars, seulement 0,006% de la population chinoise avait été infectée par un coronavirus. Cette réduction rapide de la propagation du coronavirus, en quelques semaines, et avec seulement une très petite partie de la population infectée, contraste totalement avec l'attitude du gouvernement britannique qui prévoit que l'épidémie pourrait durer de très nombreux mois jusqu'à la fin de l'année, que les personnes de plus de 70 ans doivent se préparer à quatre mois d'auto-isolément, et que 60% de la population doit être infectée pour obtenir «l'immunité collective».

La situation des coronavirus en Occident est bien pire qu'en Chine

L'impact économique en Occident, vu immédiatement dans l'immense chute du marché boursier, mais qui se répandra rapidement dans l'économie productive, n'était pas dû à la situation des coronavirus en Chine, mais à la situation des coronavirus à l'Ouest, qui est maintenant bien pire que tout ce qui a été vu dans la pire période en Chine.

Que l'impact économique mondial soit provoqué par la crise des coronavirus en Occident, pas en Chine, est clairement démontré par le fait qu'en janvier-février, la pire période de coronavirus en Chine, les marchés boursiers américains montaient toujours en flèche : le pic historique de la moyenne du Dow Jones Industriel a été atteint le 12 février lorsque le coronavirus faisait rage en Chine avec 2 015 nouveaux cas ce jour-là. La récente baisse la plus grave de la Bourse de l'Ouest, en revanche, le 9 mars, est survenue lorsque le coronavirus était sous contrôle en Chine, le nombre de nouveaux cas en Chine ce jour-là n'était que de 40.

En ce qui concerne la situation mondiale, la forte baisse du nombre de nouveaux cas de coronavirus en Chine confirme que l'épidémie de coronavirus là-bas, bien que non terminée, était résolument maîtrisée. Par conséquent, les chaînes de production et d'approvisionnement en Chine et de la Chine à l'économie mondiale commencent à s'améliorer.

Mais malgré la nette amélioration de la situation en Chine, l'énorme chute des marchés boursiers occidentaux était entièrement rationnelle car ils reflétaient une compréhension correcte que l'endroit où le coronavirus est actuellement hors de contrôle n'est pas la Chine mais en Occident. En effet, il est crucial de comprendre que la vitesse de propagation du virus dans les principaux pays occidentaux est désormais beaucoup plus rapide qu'au pire moment en Chine. Cette réalité est simplement obscurcie en faisant des comparaisons en termes de nombre absolu de cas, parce que la population de la Chine est incomparablement plus importante que celle de n'importe quel pays capitaliste à l'exception de l'Inde.

Par exemple, des tentatives ont été faites pour présenter le succès de la Corée du Sud dans le contrôle du virus comme équivalent à celui de la Chine. Mais ce n'est pratiquement pas le cas. Le pire jour en Chine continentale pour le nombre de nouveaux cas de coronavirus confirmés en laboratoire a été le 5 février, à 3 887. Le pire jour en Corée du Sud a été le 29 avril à 813. Mais pour évaluer l'impact relatif du coronavirus sur un pays, cette comparaison en termes absolus est très trompeuse pour la simple raison que la population de la Chine continentale est plus de 27 fois celle de Corée du Sud. Par conséquent, 813 cas en Corée du Sud, proportionnellement à sa population, équivalent à 21 993 en Chine continentale. La taille relative du nombre maximal de nouveaux cas en Corée du Sud était plus de cinq fois et demie plus élevée qu'en Chine. En outre, au 15 mars, 76 nouveaux cas étaient encore signalés en Corée du Sud, ce qui équivaut à 2 056 par rapport à la population de la Chine, ce jour-là en Chine, il n'y avait que 20 cas. Par conséquent, la Corée du Sud a fait des progrès appréciables par rapport aux pays européens, mais son succès est bien moindre qu'en Chine, le nombre de nouveaux cas en Corée du Sud le 15 mars, par rapport à sa population, était cent fois plus élevé qu'en Chine.

La situation en Europe s'aggrave désormais de façon désastreuse lorsqu'elle est mesurée en termes relatifs, ce qui mesure l'impact réel du virus. La population de la Chine est 17 fois celle de l'Allemagne, 21 fois celle de la Grande-Bretagne et du nord de l'Irlande et 23 fois celle de l'Italie. Rappelant que le nombre le plus élevé de nouveaux cas de coronavirus en Chine en une seule journée était de 3 887, le nombre de nouveaux cas quotidiens signalés par l'OMS le 15 mars en Allemagne (733) était supérieur à 12 000 par rapport à la population chinoise, le nombre de nouveaux cas en La France (829) équivaut à près de 18 000 par rapport à la population chinoise, le nombre de nouveaux cas en Espagne (1 522) équivaut à près de 46 000 par rapport à la population chinoise et le nombre de nouveaux cas en Italie (3 497) équivaut à près de 82 000 par rapport à la population chinoise. Ainsi, proportionnellement à la population, le nombre de nou-

veaux cas quotidiens en Allemagne était trois fois plus élevé que le pic en Chine, en France cinq fois plus élevé, en Espagne 12 fois plus élevé et en Italie 21 fois plus élevé.

L'impact relatif du coronavirus est donc déjà bien pire en Europe qu'à la période la plus sévère de Chine. De plus, le nombre de cas européens augmente. Alors que la Chine contrôle le coronavirus, l'incapacité des pays capitalistes européens à prendre des mesures similaires à la Chine a entraîné une propagation extrêmement rapide du virus.

Impact économique et commercial

L'impact économique mondial découle inévitablement de l'incapacité de l'Occident à contenir le virus. L'Europe est le plus grand espace économique du monde, pris ensemble encore plus grand que les États-Unis. Par conséquent, le fait que la vitesse relative de propagation du coronavirus en Europe soit beaucoup plus rapide qu'au pire moment en Chine a un impact très grave sur l'économie mondiale. En soi, cela a inévitablement un effet sévère sur les marchés boursiers et les économies occidentales. Ce choc économique négatif explique ensuite également la chute des prix du pétrole et la guerre de production pétrolière menée par l'Arabie saoudite, la Russie etc. Le choc des prix du pétrole a ensuite aggravé la chute du marché boursier suite à l'effondrement des cours des actions des sociétés énergétiques.

La situation aux États-Unis a peut-être deux semaines de retard sur l'Europe, même si cela est difficile à juger précisément car les autorités américaines adoptent une approche dangereuse pour minimiser le danger du virus. Trump a initialement tweeté que le coronavirus est un risque moins grave que la grippe ordinaire. Comme on le sait, une politique aussi imprudente est adoptée par le gouvernement britannique.

Les États-Unis semblent, dans des cas clés, soit disposer d'un nombre totalement insuffisant de kits de dépistage de virus, soit prendre la décision pénale de ne pas tester, une politique actuellement adoptée par le gouvernement britannique. Par exemple, pour prendre le pire des cas, la maison de soins infirmiers de l'État de Washington, qui a subi la flambée la plus grave aux États-Unis, avec 19 décès présumés, a attendu des jours avant de recevoir des kits pour en tester d'autres, qui ont révélé 31 autres cas. Un patient doit payer plus de 3 000 \$ pour un test de coronavirus aux États-Unis, de sorte que beaucoup de personnes sans assurance médicale ne passeront pas de tests.

Il existe également des disparités extrêmes entre les données américaines et celles qui sont fournies à l'OMS, ce qui sous-estime grandement la propagation du coronavirus aux États-Unis, vraisemblablement ces données sont fournies par les autorités américaines. Par exemple, le 9 mars, les données officielles publiées par l'OMS, sans doute fournies par les États-Unis, ne montraient que 213 cas aux États-Unis, tandis que la très réputée université Johns Hopkins, qui a rassemblé des rapports, avait déjà trouvé 761 cas aux États-Unis, soit plus du triple des chiffres fournis par les États-Unis à l'OMS. Cette disparité entre les données fournies à l'OMS par les États-Unis et les études réalisées par des institutions réputées aux États-Unis se poursuit.

En Europe, à l'exception de la Grande-Bretagne, les autorités semblent tenir des registres sérieux, mais comme nous l'avons déjà noté, ceux-ci révèlent que la propagation du virus dans les pays clés est proportionnellement plus rapide qu'au pire moment en Chine. On ne sait pas si la situation aux États-Unis représente un grave manque de préparation à la suite de deux mois d'avertissement de l'arrivée du virus, du chaos organisationnel ou de la grave sous-estimation par l'administration de la gravité du virus ou des mesures délibérées pour sous-signaler les cas pour des raisons telles aider le marché boursier.

La décision du gouvernement britannique de ne pas tester tous les cas est clairement une politique délibérée pour tenter de réduire le nombre de cas signalés. Il s'agit d'une irresponsabilité criminelle, sans tester la propagation du virus ne peut être tracée et ceux qui se remettent des symptômes n'ont aucune idée s'ils ont vraiment eu le coronavirus ou non. Cela signifie en outre que dans le groupe le plus immunisé, ceux qui ont eu le virus et se sont rétablis, ne savent pas qu'ils sont les meilleurs pour aider les plus vulnérables car ils n'ont jamais été testés.

En résumé, en plus de l'impact direct sur la santé, la chute sévère du marché boursier est survenue lorsque la Chine a surmonté le virus, alors qu'une situation extrêmement grave a été révélée en Europe et un grand manque de clarté aux États-Unis. Le krach boursier, par conséquent, était du à la situation vis-à-vis du coronavirus non pas en Chine mais en Occident.

La perspective économique dépend de la politique médicale

Il est impossible d'estimer avec précision l'ampleur exacte de la récession économique, bien qu'elle soit forte, sans savoir si le coronavirus peut être maîtrisé en

Occident. Alors que des mesures d'urgence visant à réduire les taux d'intérêt et à entreprendre un assouplissement quantitatif sont prises par la Réserve fédérale américaine, d'autres banques centrales et les gouvernements capitalistes, de nombreuses mesures ne peuvent pas être prises tant que l'urgence sanitaire se poursuit. Les gens n'iront pas faire leurs courses, au restaurant, ne voyageront pas pour les vacances, etc., quels que soient les avantages économiques, s'ils pensent qu'ils pourraient en mourir. De nombreuses mesures de relance économique ne pourront donc être prises que lorsque la situation médicale sera stabilisée.

Alors que la Chine maîtrise le coronavirus, elle peut déjà commencer à préparer des mesures de relance économique. Mais tant que l'Europe capitaliste ne sera pas prête à prendre des mesures décisives pour contrôler le coronavirus, similaires à celles utilisées en Chine, la situation médicale continuera de se détériorer et que soient prises de mesures de relance économique efficaces. Simultanément, la situation médicale aux États-Unis reste totalement floue en raison de l'approche totalement erronée adoptée au début de l'épidémie par l'administration Trump. L'Organisation mondiale de la santé a clairement expliqué la situation lors d'une attaque pratiquement dévoilée contre la politique des gouvernements britannique et américain: «Le moyen le plus efficace de prévenir les infections et de sauver des vies consiste à briser les chaînes de transmission. Et pour ce faire, vous devez tester et isoler. Vous ne pouvez pas combattre le feu les yeux bandés. Et nous ne pouvons pas arrêter cette pandémie si nous ne savons pas qui est infecté. Nous avons un message simple pour tous les pays Test, test, test. Testez chaque cas suspect. »

Le contexte dans les économies occidentales lorsque le coronavirus a frappé était clair. Leur situation économique s'est affaiblie depuis le pic des cycles économiques actuels des États-Unis et de l'UE au deuxième trimestre de 2018. Depuis lors, jusqu'au 4ème trimestre de 2018, la croissance du PIB américain est passée de 3,2% à 2,3%, et celle de l'UE de 2,5% à 1,2%. Le coronavirus affaiblira clairement encore cette croissance économique, dans quelle mesure, comme cela a déjà été analysé, dépend de la rapidité avec laquelle des mesures décisives anti-coronavirus européennes et américaines seront prises. Le Royaume-Uni a enregistré une croissance du PIB nulle au cours des trois mois précédant janvier, avant que le coronavirus n'affecte ce pays. Compte tenu de cette faiblesse avant que le coronavirus ne frappe, ce sera donc un miracle si une récession en Occident est évitée.

L'expérience de la Chine montre que le coronavirus peut être maîtrisé. Mais jusqu'à présent, les gouvernements occidentaux capitalistes ne prennent pas ces mesures. Il y a donc déjà une catastrophe en Occident en raison de l'échec de la réponse au coronavirus. La seule question est de savoir si la catastrophe ne fera qu'empirer ■

John Ross anime un site internet :

<https://www.learningfromchina.net/>



Stagnation économique et lockout du prolétariat

Par Eric Lester

Depuis quelques semaines, notre attention est fixée sur la comptabilité morbide de l'épidémie du Coronavirus. Combien de morts aujourd'hui ? Combien de morts en tout ? Nos proches sont-ils en bonne santé ? Combien de temps serons-nous confinés ?

Dans les médias, dans la parole du pouvoir, on nous parle du coût social de la crise économique provoquée par l'épidémie. Le 28 mars, Le Figaro et Les Echos expliquent qu'un mois de confinement c'est 3 points de P.I.B. de perdu. Le 1^{er} avril, La Voix du Nord titre sur 60 milliards de P.I.B. par mois de confinement. « L'impact économique de l'épidémie de Coronavirus s'annonce massif. »

Le Macronisme marquera son passage du sceau de la peur : élu grâce à la peur que suscitait son adversaire politique, le pouvoir gère ensuite la peur de disparaître à cause du réchauffement climatique, la peur des casseurs, la peur de mourir d'une épidémie et enfin la peur de tout perdre à cause de « l'impact économique de l'épidémie ». Si Emmanuel Macron s'érige en champion de la peur, on peut tous les jours constater que les français s'approprient cette peur. La distanciation sociale préconisée à 1,5 mètre se transforme souvent en 4 à 5 mètres dans les files d'attente à l'entrée des grandes surfaces ou des boulangeries.

Qu'on devienne chaque jour à notre tour les champions de la peur soit. Mais en quoi un confinement d'1 ou 2 mois serait-il si grave pour l'économie ? On peut comprendre qu'un petit commerce se trouvant privé de clients se trouve privé de revenus, on peut comprendre qu'une activité saisonnière puisse se retrouver ruinée..., mais pour le reste..., dans une économie saine l'épidémie passe et on continue d'avancer.

En parcourant les différentes publications qui concernent l'économie mondiale, on découvre que les signes d'affaiblissement de l'économie sont nombreux, et ceci depuis longtemps mais il y a un élément récent qui a son importance : le 8 mars 2020, les négociations entre la Russie et l'OPEP sur les prix du pétrole échouent et l'Arabie Saoudite réduit le prix de son pétrole brut et annonce vouloir augmenter sa production.

Cette annonce de l'Arabie Saoudite a un retentissement immédiat sur les bourses. Le 9 mars 2020, la bourse de Paris clôture à - 8,39%. Le 12 mars 2020, le CAC40 finit à -12,28%. Le krach boursier touche l'ensemble des bourses mondiales. A New York, fait remarquable, le DOW JONES chute de -12,9% le 16 mars 2020. A titre de comparaison, il avait chuté de -12,8% le 28 octobre 1929. Le vendredi 27 mars, la directrice générale du FMI, Kristalina Gueorguiva annonce que l'économie mondiale est en récession... Le 15 avril à Paris, le CAC 40 finit à -3,76%, à Londres le FTSE 100 à -3,34%, à Francfort le DAX -3,9%...etc.

C'est donc clair, le choc financier dépasse largement le phénomène épidémique. Cependant, on peut comprendre que la baisse des prix du pétrole qu'impose l'OPEP ne fasse pas les affaires des Russes qui eux aussi produisent du pétrole. On peut entendre que cela perturbe l'économie américaine qui pour se passer du pétrole avait mis sur les gaz de schiste. Mais pourquoi la baisse du prix du pétrole n'est-elle pas une aubaine pour nos économies ? Un pétrole moins cher, n'est-ce pas nécessairement des coûts de production plus bas ? Il y a un dernier élément à prendre en compte. La Chine représente 10% de la consommation de pétrole mondiale. Cela fait longtemps maintenant qu'on nous déclare que la croissance chinoise est moins vigoureuse. Le 16 mars, le journal Le Parisien nous révèle que pour la première fois depuis 30 ans la production industrielle chinoise recule de 13,5% sur l'ensemble de l'année 2019. Ça y est « On brûle » comme disent les enfants quand ils jouent aux devinettes. Une moindre production industrielle en Chine implique une baisse des ventes de pétrole pour les pays producteurs. Si l'Arabie Saoudite sait qu'en baissant les prix du pétrole brut elle réduit ses marges, elle espère vendre plus en vendant moins cher et maintenir la masse de ses profits au détriment des Russes. Il n'aura échappé à

personne que depuis une 30aine d'années la production de marchandises se délocalise pour utiliser le terme consacré. Le but recherché par les détenteurs de capitaux est de réaliser de meilleurs profits. Une petite illustration s'impose. Prenons l'exemple d'un salarié au Smic. Pour un salaire net perçu de 1200€ hors coût de la mutuelle, le coût pour l'employeur est de 1600€ s'il ouvre droit à la réduction Fillon et 2100€ pour les autres. Un ouvrier chinois coûte environ 350€. L'économie sur le prix de la main d'œuvre pour un producteur capitaliste français se situe entre 1250 et 1750€ mensuel par ouvrier... L'exemple donné ici ne tient pas compte du salaire moyen français mais du plus bas salaire légal à 35h.

Les équations du capitalisme sont toujours les mêmes. La valeur c'est le travail, la quantité de valeur d'une marchandise c'est la quantité de travail nécessaire à sa fabrication. Le prix d'une marchandise tourne autour de sa valeur. Quand elle arrive sur le marché, elle est vendue au dessus de sa valeur et au fur et à mesure qu'elle se répand sur le marché, son prix se rapproche de sa valeur. Il arrive un moment où le marché se sature. La production alors s'adapte, il n'est plus produit que ce qui est nécessaire au renouvellement des marchandises périmées.

C'est à ce stade que les choses se compliquent. Les producteurs capitalistes qui sont en compétition entre eux rivalisent d'ingéniosité pour faire des gains de productivité. C'est ainsi que le temps de fabrication d'une automobile est autour d'une 20aine d'heures contre une 40aine dans les années 60. Deux fois moins de travail humain, c'est deux fois moins de salaire. En contrepartie comme le capital fixe augmente devant le capital variable, les taux de profits baissent... La mondialisation joue à un autre niveau. Elle met en compétition les salariés pour faire baisser le prix de la force de travail. Des salaires plus bas c'est plus de quantité de travail gratuit dans la fabrication des marchandises. Après avoir réduit le plus possible de la part de travail humain et ramené au plus bas possible le prix de ce travail pour la réalisation des marchandises nous arrivons au point où cette production ralentie. Peu importe que ce soit en Chine, c'est là que les meilleures conditions de production existent pour les entrepreneurs et les actionnaires. Ce ralentissement signifie que les marchandises ne trouvent pas leur acheteur. Il a suffi d'une étincelle, et la production s'est arrêtée. Les producteurs capitalistes et les détenteurs d'un capital porteur d'intérêts, comme les nommait Marx, ont mis la France en pause. Aux 5 ou 6 millions de chômeurs habituels, il faut ajouter au 20 avril 2020 9,6 millions de salariés en chômage partiel. Pour que les employeurs puissent bénéficier de la prise en charge par l'État de ce chômage partiel, ces nouveaux chômeurs ont dû poser une semaine de congé... C'est officiel : ce ne sont pas les cotisations sociales qui paieront le chômage, c'est la dette publique. Déjà, sur les réseaux sociaux, certains ironisent et imaginent l'instauration d'une taxe « co-vide-t-poches » pour remplir les poches de ceux qui détiennent le capital porteur d'intérêts de la dette publique. C'est une véritable déclaration de guerre que la classe des capitalistes fait au reste des Français.

- Près de 10 millions de prolétaires en lockout
- Suppression des 35h et extension de la durée hebdomadaire du travail à 60h
- Ensemble de la population assigné à résidence, obligé de présenter une « attestation de déplacement dérogatoire » aux forces de l'ordre quand celle-ci le demande
- Afin de surveiller le confinement, le pouvoir achète 600 drones pour 4 millions d'euros

Face à l'épidémie virale, la politique de santé du Pouvoir laisse sans voix. Elle tient en quelques mots : si vous avez les symptômes de la maladie, restez chez vous (prenez du paracétamol) et si vous asphyxiez, appelez le 15 et l'on vous enverra en réanimation. Rien est prévu pour les hôpitaux, ni masques, ni blouses. La France est le seul pays du monde à avoir interdit la vente de la chloroquine et ses dérivés...

Hier, madame Pénicaud avait le nez rouge, était-elle enrhumée ? Ou était-ce un attribut de son vêtement de travail ? En tout cas elle appelait les chefs d'entreprise à reprendre leur activité s'ils le pouvaient. Depuis sa position sociale et politique, elle écrit un petit morceau de la lutte capital/travail. Si on peut imaginer que l'avenir immédiat des salariés et des travailleurs indépendants va se dégrader, on ne peut pas prédire ce qui va se passer dans les semaines et les mois qui viennent. Tout de même le capitalisme semble bien être entré dans une phase de stagnation. Il faut entendre par là une période assez longue où la redistribution des richesses ne peut plus se faire comme dans les phases de croissance c'est à dire sans reprise. La conséquence de ce genre de situation c'est une gestion toujours plus brutale des relations sociales. Ce qui est tragique, c'est la désorganisation du prolétariat. La première des tâches de la période, la tâche la plus urgente c'est de trouver la voie pour regrouper le prolétariat dans une structure qui lui donne son autonomie et son indépendance de classe ■

Professions indépendantes : vers de nouvelles subordinations au capitalisme

Par Eric Lester



Parmi les populations mises en lockout à la suite de l'effondrement boursier du mois de mars, figurent quelques 10 millions de salariés auxquels il faut ajouter les actifs indépendants. Comment se composent ces professions indépendantes? 1,4 million d'artisans dont 53% sont en entreprises individuelles, 2 millions d'individus en profession libérale et

environ 1,5 million d'auto entrepreneurs. Soit un total de près de 5 millions de personnes. Pour la plupart, elles ne sont pas salariées ce qui les exclut du prolétariat et comme leur capital n'est pas séparé du travail, elles n'appartiennent pas à la classe des capitalistes.

En mars, la panique boursière a poussé la classe des capitalistes à marquer une pause dans la production des marchandises. L'épidémie de coronavirus est arrivée comme une aubaine: l'arrêt de l'activité économique n'était plus liée à une énorme surproduction mondiale de marchandises, mais à la bonne cause qui consiste à protéger la population d'une maladie inconnue. Il n'aura échappé à personne que le grand patronat est resté très discret : jamais sur le devant de la scène, il a laissé son personnel politique gérer la paix sociale et l'encadrement de la population.

Le pouvoir politique n'a pas fait que gérer la paix sociale avec des mesures bienveillantes, comme le télétravail et les recommandations sanitaires. Il a aussi pris des mesures comme la suppression des 35 heures, la dérèglementation des congés payés, ou encore emprunter sur les marchés financiers des sommes colossales pour prendre en charge le coup de l'arrêt des entreprises. Pour les professions indépendantes, le ton est bien moins conciliant. Puisqu'il fallait stopper la propagation du coronavirus, l'ensemble des lieux publics se sont trouvés dans l'obligation de fermer.

Et comme tout n'est jamais parfaitement simple, s'il y avait une urgence sanitaire à fermer les salles de spectacle et les magasins de prêt à porter ça n'était plus du tout le cas pour les supermarchés... Pendant que le petit commerce était en train d'asphyxier, la grande distribution et le commerce en ligne ont pu réali-



ser des chiffres d'affaires records. C'est ainsi que grâce à une disposition politique, la décision autoritaire d'interdire l'exercice d'un certain nombre d'activités s'opère sous nos yeux une métamorphose de la distribution. Moins de points de vente c'est moins de personne à rémunérer, c'est supprimer des faux frais et améliorer les marges des gros distributeurs.

Rififi médical... Pour la première fois, un pouvoir s'est doté d'un comité fantôme de censeurs médicaux baptisés « Conseil scientifique Covid-19 ». Pendant que les

personnels hospitaliers se trouvaient contraints dans certains endroits de s'équiper de sacs poubelles pour se protéger, la claque macronienne nous appelait tous les soirs à 20h depuis la radio ou la télévision à nous rendre à nos fenêtres pour les applaudir. Nous n'avons pas souvenir qu'il leur était fait les mêmes honneurs quand ils étaient il y a peu encore gazés et matraqués par les forces de l'ordre. Situation loufoque si elle n'était pas tragique, les médecins des hôpitaux se sont trouvés autorisés à prescrire le fameux traitement hydroxychloroquine/azitromicine à des malades qu'on peut supposer en état grave puisque hospitalisés, c'est-à-dire au moment où le traitement est le moins efficace. Pendant ce temps, les médecins généralistes en ville se sont vus interdire la prescription de ces médicaments. La question n'est pas ici d'insister sur la mauvaise foi des détracteurs de vieux médicaments mais de constater que ceux-ci n'intéressent pas l'industrie pharmaceutique. L'injonction politique qui est faite au corps médical est bien : obéissez ! Ce qui compte c'est la restauration des taux de profits de l'industrie pharmaceutique. Cette restauration provoquera des nouvelles réductions des dépenses de santé, de nouvelles suppressions de faux frais diverses et variées, de l'interdiction de la vente de médicaments peu rentables¹.

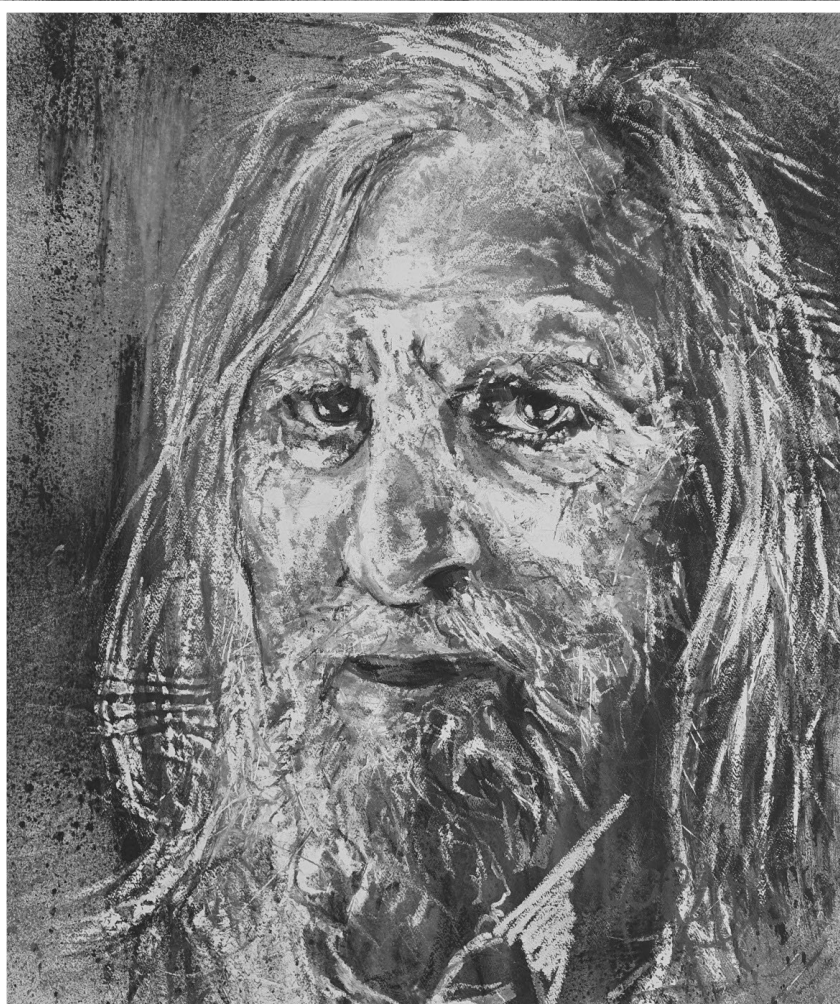
Le charcutier, le plombier, le pharmacien (notons que les masques n'étaient disponibles que le 11 mai en pharmacie alors que la grande distribution pouvait les vendre dès le 4 mai), le coiffeur, l'avocat, le maçon, le comédien, le restaurateur, le médecin, etc ... tous ces professionnels dont le succès est intimement lié à leur talent et leur investissement personnel se retrouvaient dans les faits à subir les mêmes difficultés que les salariés : perspective déclassé-précarité. Avec la levée progressive du « confinement », la France commence à compter ses cadavres économiques. C'est Renault qui a ouvert le bal. Aujourd'hui on annonce une augmentation de 843 milles demandeurs d'emploi pour le mois d'avril soit une augmentation de 22,6% de chômeurs par rapport à mars. La disparition de la gauche militante puis de la gauche électorale et enfin du mouvement syndical a permis au pouvoir macronien de mener la bataille du capital sur tous les fronts. Combien de temps pourront-ils encore tenir sans réaction du monde du travail? Une donnée majeure semble avoir changé c'est l'entrée du capitalisme dans une phase de stagnation dont à priori personne ne connaît l'issue ■

1 - À la suite de la publication d'une étude manifestement bidon, puisqu'elle ne cite aucune de ses sources, publiée dans la revue The Lancet, le gouvernement a interdit aujourd'hui la prescription d'hydroxychloroquine/azitromicine pour soigner du coronavirus. Cela ne risquait guère de changer grand chose puisque la liberté de prescription des médecins n'était pas remise en cause. Ils pourront donc continuer à faire des prescriptions hors AMM.

Contre un malentendu entretenu

pour une réhabilitation du Professeur Didier Raoult

*Par Isabelle Lagny,
(médecin, écrivain)*



*Peinture de Didier Raoult
par Corado Boust.*

“Je donnerai mes soins à l'indigent et à quiconque me les demandera. Je ne me laisserai pas influencer par la soif du gain ou la recherche de la gloire.”
Extrait du Serment d'Hippocrate.

Ma préoccupation du moment est à propos des polémiques sur l'épidémie de Covid 19, des attaques contre le Professeur Didier Raoult, infectiologue à L'IHU de Marseille.

Je crois que l'expérience qu'on a accumulé comme médecin est importante pour se repérer dans cet imbroglio d'informations grand public. D'où l'impression de certains qui ne sont pas médecin, qu'il faudrait "croire" ou "ne pas croire", effectivement. Pour ma part, pour analyser la démarche de Raoult, je me fie à ce que j'ai appris en médecine sur les maladies infectieuses. Je constate que sa démarche est extrêmement classique et raisonnée (1- tester la contagiosité, 2- isoler la personne si elle est positive le temps de 3- la traiter, et commencer par un médicament accessible qui montre une certaine efficacité).

La controverse au sujet de cette démarche générale prônée par le Pr Raoult et bien d'autres, a été alimentée dans les médias en grande partie à cause de la direction générale de la santé et du ministère puisqu'ils ont d'emblée tergiversé. Pas de masques pour le public et pas de tests. A la fin on comprend que l'État avait détruit bêtement son stock de masques de

réserve et empêché les laboratoires hors hôpitaux de réaliser des tests, et cela pour des raisons assez complexes, on le sait aujourd'hui.

BFM TV se devait de dissimuler l'incompétence gouvernementale. Une raison alors d'attaquer Raoult qui, lui, avait tous les moyens à Marseille de mener cette démarche raisonnée sans entrave (un institut énorme qui a été aidé pour les tests à faire en un temps record, par des amis chercheurs de l'Inserm, du CNRS, qui ont prêté plusieurs machines à PCR pour détecter l'ARN viral). L'IHU a réalisé plus de 100 000 tests viraux en 3 mois grâce à ces financements publics et à cette coopération exceptionnelle.

Cette démarche a été importante pour diminuer le nombre de personnes contagieuses à Marseille, parce qu'elles ont été séparées de leur famille le

temps de guérir. Au contraire, à Paris (et ailleurs), on a laissé les gens qui avaient des symptômes évocateurs chez eux avec leurs proches et sans masques. Ils ont donc contaminé leur entourage.

Tout cela est parfaitement documenté aujourd'hui et on ne peut le contester.

Reste l'histoire du traitement.

L'IHU a décidé dans l'urgence de traiter les malades peu graves avec l'association Hydroxy Chloroquine et Azithromycine (HCQ + AZ). Encore une démarche plus que raisonnable, à mes yeux de médecin. Pourquoi ? Ces deux médicaments avaient été repérés comme le REMDESIVIR pour avoir une action virucide sur ce virus en culture (in vitro).

Le REMDESIVIR existe uniquement sous forme injectable, n'est pas commercialisé en officine, ses effets secondaires seraient importants, encore incomplètement connus, et il coûte bien plus cher.

Or Raoult avait l'habitude d'utiliser l'association HCQ+AZ pour d'autres maladies infectieuses sur des milliers de patients.

Il est très courant qu'un médecin qui connaît bien un médicament préfère l'utiliser pour traiter de nouveaux malades. Donc cette attitude ne m'étonne donc pas, et je la trouve a priori parfaitement raisonnable.

C'est d'ailleurs une posture singulière de Raoult et son équipe : préférer trouver des traitements efficaces parmi les quantités de molécules déjà existantes et largement utilisées (sorte de recyclage intelligent), plutôt que dépenser du temps et de l'argent, et mettre en péril la vie des patients, pour la gloire de prouver l'efficacité d'un médicament nouveau.

Les 25 premiers patients traités par l'équipe de L'IHU de Marseille ont vu leur contagiosité disparaître (sur le critère imparfait mais prometteur de la négativation du RT-PCR) en seulement quelques jours au lieu de 3 semaines (données obtenues préalablement par des équipes en Chine). C'était encourageant et Raoult l'a mis en ligne sur le site de l'IHU afin d'en faire profiter les collègues au plus tôt. Il s'exposait à des critiques, bien sûr, mais il n'était pas question pour lui de ménager un secret de cette nature alors que l'épidémie se développait partout à grande vitesse avec des risques de complications sérieuses ou de mort brutale. Il suivait en cela le serment d'Hippocrate plutôt que les habitudes de concurrence et de compétition devenues féroces dans la recherche sur le vivant.

Pourquoi ensuite son choix thérapeutique a-t-il fait ensuite l'objet d'une médiatisation à outrance ? Pourquoi toute tête soi-disant pensante en France s'est-elle mêlée de dire si elle "croyait" ou pas dans le traitement du Pr Raoult ? Remarquer au passage que des médecins chinois l'avaient déjà utilisé à Wuhan. Il a été utilisé dans bien d'autres pays par la suite.

Il y a plusieurs raisons concomitantes au développement de cette polémique.

1) Des attaques contre la personne du Pr Raoult et contre la chloroquine ont été menées très tôt sur les plateaux TV notamment BFMTV, dont on connaît le goût pour le sensationnel.

2) En même temps, il y a eu une décision inédite du gouvernement: celle d'interdire à tous les médecins généralistes en ville (décret du 26 mars 2020), la prescription d'un médicament. Cela ne s'est jamais vu.

On aurait pu imaginer la réquisition de ce médicament pour les besoins de l'État, pour le bien de la population. Il n'en était rien.

Cela a suscité une incompréhension totale des médecins de ville et des pharmaciens. D'autant plus douloureuse qu'ils étaient déjà privés de masques et de tests pour eux-mêmes, qu'ils risquaient de se contaminer, et qu'on entravait leur liberté de traiter leurs patients comme ils le souhaitaient ou de se soigner eux-mêmes. Cela a focalisé l'attention du public de la télévision et sur les réseaux sociaux.

C'est ainsi que la chloroquine, dont tout le monde se fichait jusqu'en février 2020 en France, est devenue l'enjeu de luttes de tous niveaux. Intellectuelles, passionnelles, fratricides sur les réseaux sociaux et dans les médias dits mainstream.

Ce médicament peu cher et très rarement dangereux (si on écarte certains patients cardiaques ayant une anomalie réversible à l'ECG -allongement du QRS- ou des troubles du potassium sanguin) avait comme autre atout important le fait qu'il était commercialisé de longue date comme l'azithromycine, et qu'il avait été pris des millions de fois sur des durées très longues (en mois ou années pour le paludisme et pour certaines maladies rhumatologiques courantes sans inconvénient). Je pouvais vérifier cela très facilement. Les effets secondaires des médicaments sont accessibles à tous les médecins dans le dictionnaire Vidal des médicaments. Ces informations y existent toujours pour la chloroquine, et l'hydroxy chloroquine (cp à 200 mg) comme utilisées à Marseille. Les effets les plus rares sont bien connus lorsque

LE PROFESSEUR RAOULT DIT LE "CHU"



plusieurs années se sont écoulées depuis la mise sur le marché des médicaments (plus de 50 ans pour celui-là).

Les commentateurs qui ont accusé le Pr Raoult de différents maux, ont été jusqu'à prétendre que ce médicament était très dangereux et venait de tuer plusieurs patients. Cela a été finalement démenti par le directeur de L'ANSM.

C'est ce qu'a expliqué la psychiatre et députée Martine Wonner, qui a quitté le groupe LREM à la suite de ces événements qui l'ont scandalisée. 2 morts recensés et 1 suicide sur des dizaines de milliers de patients traités en France pour le Covid 19. Et encore on ne sait s'ils ne sont pas morts de myocardite comme il s'agit d'une complication relativement fréquente de cette maladie.

Pourquoi ce déchaînement bizarre contre le Pr Raoult ? Début mars il reçoit même une menace de mort par SMS anonyme. La plainte contre X qu'il a déposée a permis de retrouver son auteur, un médecin dans un hôpital à Nantes, dont l'identité n'est pas révélée par le canard enchaîné qui rapporte l'événement.

Très tôt le journaliste Alain Duhamel qualifie Didier Raoult de déséquilibré pour le vouer à la vindicte des téléspectateurs. Les nombreuses distinctions scientifiques de ce dernier ne comptent plus. Puis ce sont surtout soit des scientifiques non médecins comme Rémy Heitz du CNRS sur youtube, soit des médecins comme Karine Lacombe, ou un médecin infectiologue de l'hôpital Bichat, qui le prennent pour cible. On découvre ensuite grâce à l'hebdomadaire "Marianne", que ces deux médecins ont de longue date touché des sommes faramineuses de laboratoires pharmaceutiques, et justement ceux qui sont impliqués dans la course au traitement ou au vaccin contre le Covid 19. GILEAD, ROCHE, etc. Par ailleurs, contrairement à l'équipe de l'IHU de Marseille, l'agence nationale de la recherche (ANR) ne les considère pas suffisamment productifs dans leurs recherches apparemment, pour les faire bénéficier de ses financements publics très sélectifs.

Ce sont encore ces deux médecins-chercheurs et d'autres, que l'INSERM a chargé de l'étude Discovery en France, étude européenne testant l'efficacité de plusieurs traitements contre le Covid 19 de malades hospitalisés. Étude randomisée et contrôlée qui ne cesse de faire débat elle aussi et qui finalement semble avoir échoué en raison d'une part de lourdeurs administratives prévisibles mais aussi d'autre part, faute de malades volontaires pour accepter de ne recevoir qu'un placebo. Comme il s'agissait de personnes en danger vital, on les comprend aisément. C'est d'ailleurs la raison qu'invoque Raoult pour avoir préféré d'emblée faire une étude observationnelle rétrospective sans groupe contrôle. En bon médecin, il se refuse à ne pas donner le meilleur traitement aux patients qui se présentent à l'IHU.

L'IHU de Marseille travaille principalement avec un financement ANR, donc public, de plusieurs dizaines millions d'euros... Un privilège susceptible d'alimenter jalousie et rancœur chez des collègues moins chanceux. La

politique actuelle en France de financement de la recherche publique, amène les perdants à une dépendance obligée envers l'industrie pharmaceutiques pour la recherche en sciences de la vie et en médecine.

Et puis pour comprendre le développement de la polémique, il y a ces médecins de passage à la télé, qui ne sont pas chercheurs, mais aiment se montrer ou bien peut-être aussi faire œuvre de vulgarisation dans le meilleur des cas. Mais généralement, plutôt que d'être pédagogues et curieux, ils se contentent de répéter ce qui se dit le plus sur la chaîne, ce qu'attend le public inculte d'aujourd'hui, et ils se font bien sûr payer pour cela.

On apprend ensuite que le laboratoire GILEAD (qui commercialise le REMDESIVIR concurrent de HCQ), possède des actions chez BFMTV (voir les enquêtes de l'hebdomadaire *Marianne*). Donc cette chaîne qui continue de prétendre faire des révélations fracassantes sur tout sujets, et qui affichait chaque soir et toutes les minutes le portrait du Pr Raoult en bas de l'écran, à une stratégie dirigée par GILEAD. Les différentes annonces médico-médiatiques concernant REMDESIVIR et Hydroxy Chloroquine, ont la capacité de faire fluctuer de plusieurs milliards de dollars, GILEAD à la bourse de New York...

Par dessus tout cela, le gouvernement et les médias dominants qui dépendent de plusieurs milliardaires aussi, ont alimenté la peur de la population. Des mesures liberticides ont été imposées à l'opposition à l'Assemblée nationale.

Or dès le départ, les ratés du gouvernement dans la prise en charge de l'épidémie (pas de masques, pas de tests), le délabrement de l'hôpital public, ont très vraisemblablement compté dans cet excès de morts à domicile, en Ehpad (patients abandonnés avec du Doliprane) et à l'hôpital (après un éprouvant séjour en réanimation)... Sauf à Marseille ! Voilà comment, selon moi, on a manipulé la population, comment on a créé du sensationnel, de la tristesse, voire de la haine entre les gens. Pourquoi on jette la meute et "les idiots utiles" aux trousseaux du Pr Raoult.

Lorsque je vois le résultat final maintenant que l'épidémie est pratiquement finie en France, je ne peux que féliciter le travail surhumain des équipes de l'IHU de Marseille. Ils ont remonté le moral des Marseillais, ne les ont pas abandonnés, ont traité plus de 4000 personnes covid +, un grand nombre avec le protocole HCQ + AZ lorsque le stade de la maladie le permettait. La plupart des gens ont été traités sans hospitalisation. La mortalité en réanimation a été beaucoup plus rare à l'IHU de Marseille (<20%) qu'à Paris ou dans le Grand Est et les Hauts-de-France. L'épidémie a été moins importante et plus courte aussi grâce à la prévention. Comme je le répète, je juge que le Pr Raoult a agi avec les yeux et le raisonnement d'un médecin sur des critères simples d'hypothèses et de déductions médicales. C'est notre savoir-faire à nous médecins qui évaluons les traitements, non de manière statistique et moyenne, mais par l'accumulation des résultats individuels quantitatifs et aussi qualitatifs.

Les habitants de Marseille eux se sont sentis réconfortés, sécurisés par ce grand institut. Nombre de français aussi qui se sont associés sur FB, l'un des groupes comptant plus de 500 000 internautes. Nombre d'entre eux ont sans doute eu la conviction (à tort ou raison) que c'étaient les médicaments qu'ils avaient reçus qui, en 48h souvent, balayaient leurs symptômes. A Marseille, il y a eu des défilés festifs et symboliques d'éboueurs, puis un autre jour, de chauffeurs de taxi reconnaissants à l'IHU de Marseille.

Le Pr Raoult a reçu des cadeaux personnels. La reconnaissance des patients, je la connais. Cela peut être débordant. Émouvant.

Là, c'est une réaction de la population inédite par son ampleur et son caractère collectif qu'on a pu voir car relayée sur les réseaux sociaux.

Quant à moi, je lui suis redevable des mots d'espoir que ses explications claires nous ont délivrés à qui les ont cherchées. J'admire aussi ce médecin qui a courageusement travaillé d'arrache-pied avec ses collègues de l'IHU, un institut de pointe de 800 salariés, pour secourir des personnes angoissées ou réellement en danger pour leur santé ou leur vie. Tous ensemble dans la situation critique, ils n'ont pas compté leur temps, réalisant tests et soins 24h/24.

Le côté folklorique et factice du personnage construit par les médias, est conçu pour manipuler l'opinion. Il ne m'intéresse pas ■

Appel pour un Comité parisien de santé publique

Alors que les premières estimations chiffrées tombent concernant le bilan des morts à domicile et s'ajoutent aux bilans déjà terribles des morts dans les hôpitaux, EHPAD et établissements sociaux, alors que nul ne sait combien de soignantes et de soignants sont morts du Covid-19 depuis le début de la pandémie, le gouvernement n'est toujours pas en mesure d'assurer la protection (masques, équipements, tests, etc.) de celles et ceux qui travaillent dans les EHPAD, les hôpitaux, en médecine de ville, dans les commerces alimentaires, dans les transports collectifs, dans la livraison comme dans nombre de secteurs productifs, essentiels ou non.

Le confinement a été décidé en catastrophe lors d'une prise de conscience trop tardive du risque d'effondrement de notre système sanitaire. Alors que ce système de santé est encore sous tension et confronté à l'obligation d'une médecine d'urgence, le gouvernement prétend organiser un déconfinement toujours sans moyens au mépris de l'avis du conseil scientifique (nommé par ses soins), de l'avis des syndicats des transports publics comme de l'Education. Il nous semble urgent que se forme rapidement un Comité francilien de santé publique (mais aussi possiblement dans chaque région comme nationalement) capable de redonner du sens aux chiffres et à l'action publique en établissant un véritable état des lieux et discutant les moyens d'une stratégie de déconfinement qui ne mette pas en danger la vie de millions de citoyennes et citoyens. C'est le sens de l'Appel que nous vous invitons à signer et de l'initiative que nous vous proposons de rejoindre.

Contact : pouruncomitedesantepublique@gmail.com.

Il ne s'agit donc pas à proprement parler d'une nouvelle pétition ou d'un nouvel appel sur ce que devrait/devra être un hypothétique "monde d'après". Les appelants proposent de travailler ensemble à convaincre médecins, soignant.e.s, juristes, syndicats, associations, collectifs initiés lors de précédentes crises sanitaires ou de défense des services publics, journalistes et médias épris de vérité, citoyennes et citoyens de bonne volonté, à former en Ile-de-France, voire dans chacune de nos régions et pourquoi pas nationalement, un Comité de santé publique.

Le 27 avril 2020

La pandémie du Covid.19 révèle une autre face de la mondialisation, destructrice du vivant et de la planète, menaçante pour l'humanité. Partout elle frappe surtout les plus fragiles déjà victimes des politiques libérales dont elle est le produit. Où sont les masques, les tests, les médicaments ? Les respirateurs et les produits indispensables à leur fonctionnement ? Les lits et les personnels nécessaires pour les ouvrir ?

Urgent, c'est urgent!

Les milliers de victimes s'accumulent et la population n'est toujours pas correctement protégée ! Combien de caissières, de travailleurs du nettoyage travaillent encore sans masque, sans protection ? Les personnels soignants et les hôpitaux sont dans le dénuement et la misère, tandis que les pensionnaires des EHPAD ne sont pas dépistés. Ce ne sont pas des menaces et des limitations des droits qui vont nous aider à sortir de cette crise mais une mobilisation des ressources. La litanie des chiffres, qui tient lieu d'information chaque soir, occulte l'état d'ur-

gence réel, les besoins non satisfaits, ce qui est fait (ou non) pour y répondre.

Comment en sortir ?

Nous appelons à la formation d'un Comité parisien/francilien de santé publique, de médecins, de soignants, de pharmaciens, de représentants des syndicats et des collectivités avec l'aide de citoyen.ne.s de bonne volonté, pour tenir chaque jour une véritable information sur l'état sanitaire et l'état des besoins dans les lieux de soins, hôpitaux, EHPAD, institutions pour personnes handicapées ou en médecine de ville.

Il faut faire face dès maintenant à toutes les dimensions de la crise, en respectant les droits individuels et collectifs des salariés et de leurs représentants (CSE, droit de retrait, etc.), en répondant à l'urgence des besoins sanitaires et sociaux connus.

Sur le plan sanitaire, nous demandons :

- que tout salarié travaillant hors de son domicile aujourd'hui soit équipé de masque comme doivent l'être tous les personnels soignants et les médecins, dans les EHPAD comme dans les hôpitaux ;
- des masques et des tests et un plan d'accueil respectant les distances sociales pour permettre le retour progressif des élèves devant leurs enseignant.e.s ;
- la réquisition des logements vacants et chambres d'hôtels disponibles pour répondre aux besoins d'isolement des patients, éviter les clusters familiaux, protéger des violences familiales, pour les SDF, etc. ;
- que toutes les activités non essentielles soient suspendues tant que les moyens de protection ne sont pas fournis ;

-la reconnaissance immédiate du Covid.19 comme maladie professionnelle.

Socialement, nous exigeons :

- un moratoire des dettes, des factures (eau, gaz, électricité, téléphone, internet) et loyers dus aux gros bailleurs ;
- que les salariés, les indépendants et auto-entrepreneurs conservent l'intégralité de leur salaire et revenu ;
- que le décompte des jours de chômage soit stoppé depuis le début du confinement ;
- le maintien des indemnités et soutien financier non inférieur au seuil de pauvreté pour tous les vacataires (notamment dans l'Enseignement supérieur et la Recherche), étudiants, précaires et SDF.

Économiquement, nous revendiquons :

- la réquisition et la nationalisation des entreprises nécessaires pour répondre aux besoins de médicaments et de matériels du système de santé, condition également de la fin de notre confinement/enfermement actuel ;
- une aide financière directe et massive pour les TPE/PME en difficulté, menacée de faillite, une aide qui ne repose pas sur la Sécurité Sociale mais sur le rétablissement d'une fiscalité de crise sur les très grandes entreprises.
- le rétablissement de l'ISF et la réquisition immédiate des dividendes des entreprises du CAC40 afin de reconstruire nos services publics ;
- un plan de relocalisation industrielle écologique, notamment de l'industrie du médicament, et de soutien aux circuits courts.

Instruire le procès des « responsables », refonder le consensus démocratique

Notre « monde » est profondément ébranlé par cette « catastrophe » appelée à durer. Pas de déconfinement serein sans vaccin. Celles et ceux qui, d'hier à aujourd'hui, nous ont mis dans cette situation, les Buzyn, Macron, Philippe, Salomon, Touraine, Véran, etc., devront rendre des comptes. Nous sommes solidaires des milliers de citoyens qui, par leurs pétitions ou leurs plaintes, réclament dès à présent justice. Le coup du « responsable mais pas coupable », ça suffit !

Face au coût de cette crise, il n'y a rien d'autre à attendre de ces pompiers-pyromanes que les mêmes recettes "austéritaires" qui ont détruit l'hôpital et nos services publics. Chaque jour, ces gouvernants révèlent leur incurie. Ils bafouent l'Etat de droit, validant des municipales sapées par l'abstention. Ils dérogent au droit du travail. Ils nourrissent l'incertitude au lieu d'assurer notre sécurité sanitaire ... Nous demandons leur départ et la dissolution de l'Assemblée nationale.

Contact : pouruncomitedesantepublique@gmail.com

Nous célébrons le 1er mai 2020 dans des temps extraordinaires

Par Roger Silverman

Le tissu fragile de la «civilisation» capitaliste a été déchiré. Jusqu'à présent, un quart de million de personnes sont mortes dans le monde, et le total pourrait atteindre des millions. Dans notre récent document WIN 2020 VISION, nous écrivions: "Même si ce n'était pas pour les explosions sociales qui arrivent ... de toute façon, la dégradation de l'environnement menace déjà l'avenir même de l'humanité." Nous nous étions déjà préparés à l'effondrement, aux conflits, aux catastrophes environnementales, mais nous n'avions pas anticipé la forme prise de manière aussi dramatique par la crise environnementale.

Cette pandémie n'est pas une «catastrophe naturelle»; c'est un crime du capitalisme. L'agro-industrie a envahi de plus en plus l'habitat de la vie sauvage, et l'élevage industriel de masse mercenaire a engendré de nouvelles maladies des animaux aux humains. La crise a également mis en évidence l'effet de coupes sauvages dans les dépenses publiques et le bien-être public. C'est l'échec du capitalisme qui est mis à jour par la propagation galopante de ce virus.

Daniel Defoe a écrit un «journal de l'année de la peste», et Albert Camus et Jack London ont tous deux écrit des romans dystopiques envisageant une telle future peste. Dans le roman de Londres «La peste écarlate», écrit en 1912, une «mort rouge» avait anéanti la civilisation d'un coup; étrangement, la prédiction de Londres n'était pas loin, même dans son timing... en 2013.

Ce n'est que rarement - avec la peste noire au 14^e siècle et l'épidémie de grippe de 1918 - qu'une crise sanitaire simultanée a touché le monde entier. Les équivalents les plus proches étaient les deux guerres mondiales, mais ils ont placé les pays dans des blocs rivaux antagonistes, tandis que cette pandémie met à nu une menace commune à la vie humaine et le besoin vital pour l'humanité de trouver une solution commune.

La seule protection pour la population est de fuir la société et de languir dans le verrouillage, alors que la civilisation se ralentit. Maintenant, la population du monde croupit dans l'isolement. La société est saisie de peur et, pour le moment, tout le monde est stupéfait. La réaction immédiate est un instinct de conformité, mais une fois que cette réaction initiale se sera dissipée, elle pourrait céder la place à un scandale à un stade ultérieur. Les choses ne seront plus jamais les mêmes.

Mais cette pandémie n'est que le début des convulsions qui accapareront la planète. Une récession économique prolongée, probablement pire que celle des années 30, s'annonce. Un effondrement plus profond que dans les années 30 est prévu, avec 1,6 milliard de travailleurs - la moitié de la main-d'œuvre actuelle - susceptibles de se retrouver dans le dénuement. Déjà avant le déclenchement de la pandémie, il y avait eu une vague mondiale de soulèvements sans précédent, s'étendant sur au moins 35 pays répartis sur quatre continents, avec des dizaines de milliers de manifestants dans les rues, bravant des gaz lacrymogènes et des balles, et provoquant la chute de plusieurs gouvernements. La peste et le verrouillage ont temporairement traversé ce processus et il y a eu une pause soudaine dans la lutte, mais ces expériences ont mis à nu l'incapacité désespérée du capitalisme à répondre aux besoins humains ou à soutenir la civilisation humaine, et même la survie même de l'espèce. Nous pouvons être sûrs des troubles, des luttes et des troubles sociaux pour les années à venir. Des vagues de révolution ont balayé le monde après la première et la seconde guerre mon-

*Salutations adressées aux
lecteurs de Militant
à l'occasion du 1er mai 2020.
Roger Silverman est
membre du Parti travailliste
britannique et responsable
du Workers' international
network.*

(Suite page 33)

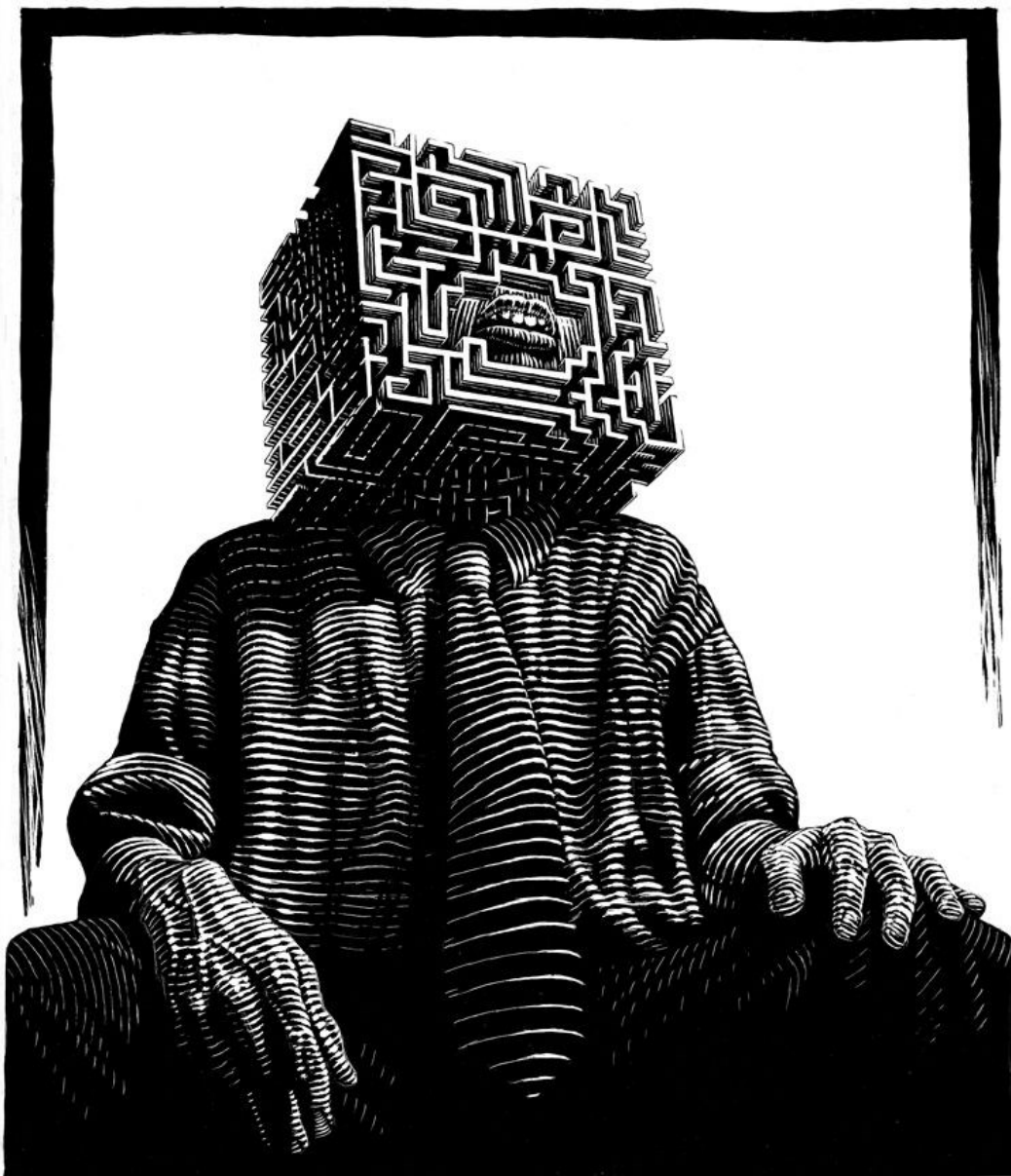
Appels pour «les jours d'après» ou comment faire le plein avec du vide

Par Jean-Pierre Garnier

À peine le confinement (partiellement) levé, deux appels furent coup sur coup publiés sur des sites dits «alternatifs» (Médiapart, Reporterre...) pour mobiliser le bobotariat «degôche» dans la perspective d'une sortie de la pandémie ouvrant sur un monde meilleur¹. Mais pour ce qui est d'une sortie du capitalisme, on pourra repasser. Quant à l'amélioration du monde à venir qui, à défaut, pourrait satisfaire les moins exigeants, ce qu'en laissent entrevoir les bac+ rédacteurs des appels laisse planer le doute sur ses possibilités de réalisation, à lire des déclamations typiques du radicalisme de campus où le creux rime avec le pompeux.

Pourtant, la foultitude de signatures que ces appels ont déjà recueillies prouve que l'on peut faire le plein avec du vide.

Certes, comme cela s'est déjà produit, nombre des inconnus qui ont jugé bon d'ajouter leurs noms à la liste l'ont sans doute fait parce qu'ils trouvaient là l'occasion de se faire un nom aux côtés de quelques célébrités médiatisées pour avoir mis en théorie les lieux communs post-marxistes qui attesteraient d'un renouveau de la pensée critique. Mais ce sont précisément ces derniers, une fois parés de tous les atours de la sophistique universitaire et de la rhétorique «savante» qui les enrobe pour en dissimuler l'inanité, qui peuvent donner par leur redondance l'impression d'une fécondité de la réflexion. Perle parmi d'autres péchées dans cette prose «rebelle», cette tirade où l'on retrouve la patte d'une cheffe de file anarchoïde en vue, l'historienne Ludivine Bantigny, qui n'a pas hésité à mettre la main à la pâte pour peaufiner le texte. Non contente en effet de



faire figurer sa signature au-dessous des deux appels, elle a trouvé le moyen de recaser presque mot pour mot dans l'un d'entre eux certaines des figures de style frondeuses dont elle avait déjà truffé un article sur les «*ponts à jeter entre aujourd'hui et demain*»² : «*le Capitalocène est bien une ère destructrice et mortifère*», «*non plus le marché, mais le partage*», «*non plus la concurrence, mais la solidarité ; non plus la compétition, mais le commun*». Seul un mot en remplace un autre utilisé dans l'article : «*Capitalocène*» au lieu de «*capitalisme*». Un changement sémantique significatif qui mérite que l'on s'y arrête.

Avec la montée en puissance de la «*question environnementale*» et de l'«*urgence écologique*» qui en découle, un curieux découpage temporel a fait son apparition sous la forme d'un néologisme : «*anthropocène*». La rupture dans l'histoire de la Terre provoquée par l'activité humaine autoriserait à l'interpréter comme le passage à une nouvelle époque géologique. Mais ce serait là imputer à l'humanité en général la destruction du milieu naturel, comme s'y emploient les puissants et les médias dominants qui les servent. À cette vision unanimiste et culpabilisante, les «*gens de gauche*» qui n'ont pas oublié l'existence et la persistance d'une question sociale demeurée moins résolue que jamais, en opposent une autre, beaucoup plus clivante, imputant le désastre écologique en cours au système capitaliste. D'où la mise sur orbite d'un nouveau concept, «*alternatif*» au précédent, pour le désigner : le «*capitalocène*». En apparence plus «*radical*» dans sa portée critique, il tend pourtant à «*géologiser*» l'histoire de l'humanité, c'est-à-dire à la rabattre sur et à la réduire à une «*ère*» ou une «*époque*» géologique succédant aux précédentes, où «*le capital*» dûment chosifié — «*la valeur se valorisant*» — serait en quelque sorte érigé en moteur de l'histoire de la (sur) vie sur terre, laissant les classes et leurs luttes de côté.

Or, c'est bien ce qui ressort des deux appels où l'on chercherait en vain trace des termes de «*bourgeoisie*», «*capitalistes*», «*classe possédante*», «*exploitateur*» ou «*dirigeante*», alors que ceux d'«*affrontement*» ou même de «*guerre sociale*» y affleurent parfois. Bref, l'ennemi n'est jamais désigné comme tel, comme si les politiques auxquelles il s'agit de résister voire de mettre fin pou-

vaient être combattues sans avoir à faire face à ses incarnations humaines — ses «*personnifications*», aurait dit Marx — directement ou par «*forces de l'ordre*» interposées.

Recourir aux grands mots pour proposer des remèdes dérisoires, telle est la ligne suivie par les rédacteurs des appels. Pour passer de la critique à l'action, en tenant compte, soulignent-ils, de ce que «*la puissance du capital ne laissera jamais s'organiser paisiblement une force collective qui lui est contraire*», ils déploient sur le papier l'arsenal habituel, plus prisé au demeurant dans la mouvance anarchoïde que parmi les écolo-citoyennistes altercapitalistes qui constituent le gros de la troupe des signataires : «*brigades de solidarité*» qui se seraient «*multipliées dans les quartiers populaires, assemblées, coopératives intégrales, comités d'action et de décision sur nos lieux de travail et de vie, zones à défendre, communes libres et communales, communautés critiques, socialisation des moyens de production, des services et des biens...*». Il convient quand même de signaler que, en raison de leur caractère minoritaire, dispersé et éphémère, les rares fois où certaines de ces «*formes de démocratie vraie*» parviennent à se concrétiser sur le terrain, elles ne sont pas en mesure de menacer sérieusement l'ordre bourgeois. Et que d'autres se heurteraient vite à la répression la plus brutale si ceux qui les préconisent s'avisait de les mettre réellement en œuvre. La «*socialisation des moyens de production, des services et des biens*», par exemple, ou la constitution de «*comités d'action et de décision sur nos lieux de travail*» — autres que les enclaves permissives du genre l'EHESS ou Paris VIII (a)ménagées par l'État pour les



rebelles de confort diplômés — impliquerait la reprise en actes des vieux mots d'ordre anarchistes ou communistes tels que «déposséder les possédants» et «exproprier les expropriateurs». Et l'on peut deviner, à l'heure où beaucoup de nos matamores de la «guerre de classe» découvrent avec effarement la «violence policière» et, pour les plus futés, la violence illégitime de l'État, que les capitalistes via leurs fondés de pouvoir politiques ne manqueraient de la déchaîner contre les initiateurs de ces expériences collectives placées sous le signe de l'«autonomie» et de l'«auto-organisation». Bref, de deux choses l'une : ou bien elles seront tolérées parce que compatibles avec le maintien global des rapports sociaux capitalistes, ou bien elles seront étouffées dans l'œuf ou après coup par les pouvoirs en place.

Les appels belliqueux à la «bataille de l'après» rédigés par des clercs et à destination des clercs vont montrer une fois de plus qu'ils sont inopérants, à l'instar d'autres proclamations bravaches de leur cru formulées sur le mode affété et grandiloquent dont ils raffolent. Il y a assez longtemps que l'on sait l'essentiel de ce qu'il y a à savoir sur le mode de production capitaliste, que l'on a compris, en particulier, qu'il est aussi un mode de destruction de l'humain comme de la nature dont celui-ci fait partie, et que persister indéfiniment à en disséquer les ressorts revient à rabâcher. Karl Marx, auquel on osera se référer, a émis à ce propos un jugement définitif : à savoir qu'il était temps de passer de l'interprétation clinique des symptômes à l'opération chirurgicale si l'on voulait *vraiment* mettre un terme au règne de la barbarie capitaliste. Pour reprendre ses propres termes, il importe, à partir d'un certain moment historique — et justement nous y sommes encore plus qu'à son époque — d'échanger «*les armes de la critique*» pour «*la critique des armes*», quitte à détourner pour qu'elles soient moins sanglantes, celles que la «révolution numérique» met à notre disposition. Ce que semblent avoir oublié, si tant est qu'ils l'aient jamais su, la cohorte sans cesse grandissante des doctes en philosophie et en sciences sociales qui ne cessent de nous abreuver de leurs discours aussi stériles qu'ampoulés.

Disons-le crument, pour conclure (provisoirement). Maintes fois cité, le paradoxe apparent relevé par Slavoj Žižek selon lequel «*Il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme*», trouve peut-être ici une explication possible ou plutôt deux, l'une, d'ordre psychologique, et l'autre d'ordre structurel, liées à l'appartenance de classe de ceux qui font profession de combattre ce dernier et de ce combat une profession. Outre que, mené autrement que par le seul verbe — pour ne pas dire le verbiage —, le combat anticapitaliste ne serait pas sans risques physiques comme l'expérience historique l'a amplement prouvé, éventualité qui épouvante ces va-t'en guerre en dentelles universitaires, la fin du capitalisme impliquerait surtout celle de «*l'asservissante subordination des individus à la division du travail, et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel*»³ à laquelle la caste des «*capitalistes du savoir*»⁴ doit d'exister. Or, celle-ci n'est pas masochiste au point de souhaiter sa propre disparition ■

1 - «Face au capitalisme, se fédérer pour le “salut commun”», *Reporterre*, 29 mai 2020. «L'après-épidémie: ne pas redémarrer pour tout recommencer comme avant», *blogs.mediapart.fr*, 15 avril 2020

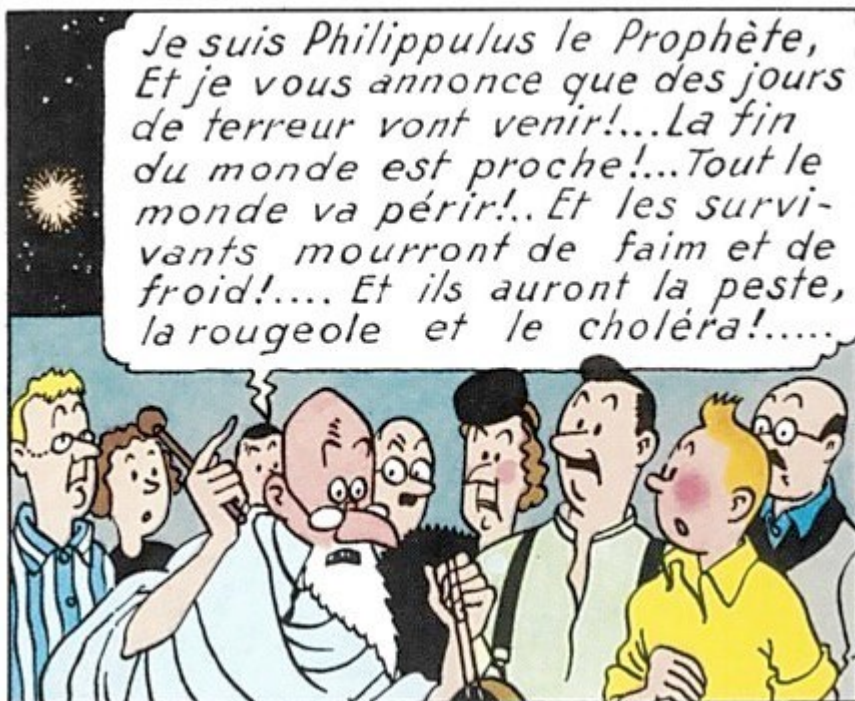
2 - Ludivine Bantigny, «Entre les deux il n'y a rien ? Les ponts à jeter entre aujourd'hui et demain», *Contretemps*, 12 avril 2020

3 - Karl Marx, «Gloses marginales au programme du Parti Ouvrier allemand», 1875.

4 - Jan Waclav Makhański, *Le socialisme des intellectuels, critique des capitalistes du savoir*, Spartacus, 2014.

La collapsologie : le renoncement au changement

Par François Ferrette



La période actuelle se prête aisément à l'apparition de nouveaux gourous dotés d'un discours construit et bénéficiant de médias complaisants. Il en est ainsi des collapsologues qui ont reçu un large soutien médiatique. Des auteurs sont invités sur toutes les ondes de radios, publient article sur article, des livres qui s'étalent sur les rayonnages des librairies sont vendus à des dizaines de milliers d'exemplaires. Il y a quelque chose de déroutant dans cette affaire. Comment se fait-il que des militants qui se réclament de la rupture avec le néo-libéralisme, voire le capitalisme, peuvent se pavaner aussi aisément dans des réunions officielles entourées de la fine fleur de l'élite bourgeoise sans que celle-ci s'en émeuve ? La collapsologie serait-elle élito-compatible ? Et pour quelles raisons ?

Au début, une simple blague

Si Jared Diamond a publié en 2005 aux Etats-Unis un livre intitulé *Collaps* duquel ils se sont inspirés, ce sont les Français Pablo Servigne et Raphaël Stevens qui

créent le terme de collapsologie. Ils le font d'ailleurs sur le mode ironique, comme un jeu de mot. Mais cette blague s'est vite transformée en « science ». Rappelons la définition qu'ils en font : « *La collapsologie est l'exercice transdisciplinaire d'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle et de ce qui pourrait lui succéder* ».

Des scientifiques s'insurgent, estimant que l'addition de connaissances issues de domaines différents, sans liens directs entre eux (géologie, psychologie, sciences humaines, etc.) ne produit pas une nouvelle science. La compilation n'est pas production d'une science mais vise un but : justifier la conclusion d'un effondrement à venir. L'entourloupe consiste à démontrer sans preuve car celle-ci réside toujours dans un avenir repoussé à plus tard ! La prédiction ne peut être un argument qui confère une scientificité aux propos. Mais en devenant « science », elle légitime la parole et à tout mélanger, on ne parvient plus à comprendre la justesse des interconnexions, si elles sont pertinentes ou non.

Le modèle mathématique et le contrôle populaire

La collapsologie s'appuie sur un modèle mathématique créé par le Club de Rome, un groupe de réflexion créé en 1968 réunissant scientifiques, économistes, fonctionnaires nationaux et internationaux, industriels de 52 pays, dirigé initialement par un membre du conseil d'administration de Fiat. Ils publient en 1972 *Les Limites à la croissance*, appelé aussi rapport Meadows fruit d'un travail d'une équipe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology

(ou MIT). Jean-Marc Jancovici parle de leurs travaux en ces termes : « *Le système complexe qui a été modélisé par l'équipe du MIT, ici, n'est autre que l'humanité, et les variables qui le caractérisent, au nombre de quelques dizaines, s'appellent population globale, superficie cultivable par individu, ressources naturelles restantes, quota alimentaire par personne, production industrielle par tête, capital industriel global, niveau de pollution, etc.* » Les projections de l'avenir de l'humanité au XXI^e siècle s'appuient ici sur des données non susceptibles d'évolution. Ce modèle de pensée exclut en outre l'action humaine de son raisonnement. Il ne peut non plus prédire les découvertes scientifiques à venir. Sur le chemin de l'avenir on ne convoquera pas le facteur hasard et la subjectivité humaine. Faudrait-il renoncer à la recherche scientifique pour fossiliser la pensée à l'instant T ? Faut-il ignorer un projet de fusion nucléaire en cours de réalisation installé à Cadarache, dans les Bouches-du-Rhône qui pourrait déboucher sur la production d'une énergie nouvelle en remplacement du pétrole dont on vient de trouver de nouvelles réserves par ailleurs ? Penser à partir de calculs mathématiques c'est donc renoncer à réfléchir puisque l'ordinateur le fait pour vous. Cette démarche s'inspire d'une conception de la société sans politique, faite de chiffres, de courbes et de tableaux Excel. La tendance du capitalisme est à mathématiser la vie, à produire des statistiques, à gouverner par le Chiffre et à dépolitiser la discussion sur l'organisation sociale des sociétés. Ne prenez pas votre destin en main, l'ordinateur s'en charge !

Une solution : accepter l'effondrement qui vient

L'effondrement « *n'est pas un problème qui appelle des solutions mais un 'predicament', une situation inextricable qui ne sera jamais résolue, comme la mort ou une maladie incurable* ». Les collapsologues s'appuient sur un travail réalisé autour de la maladie de Huntington, maladie dégénérative et incurable : « *Il y a trois leçons à tirer de ce parallèle avec la maladie. La première est d'arrêter de se battre, car cela n'apporte pas grand-chose de constructif (...). La deuxième leçon est qu'on ne peut pas annoncer que 'tout est foutu' (et encore moins sans préciser ce qui est foutu) (...). La troisième est que, à la suite des deux types d'annonce, il faut retrouver confiance en soi par la création, l'exploration, le partage des expériences* »¹. C'est un véritable appel à la démobilisation face à un mouvement historique inéluctable. Le défaut de l'image médicale est de comparer un problème biologique à des problèmes historico-politiques.

Il faudrait donc accompagner quelqu'un (la société, l'humanité) dans les meilleures conditions d'une fin de vie inexorable ! Mais pourquoi ne pas avoir choisi une maladie guérissable ? Il ne s'agit plus de s'opposer mais de s'adapter à l'effondrement à venir.

Les solutions proposées : la résilience, le travail sur soi, l'entraide

Devant ce renoncement à lutter, les collapsologues sont conduits à proposer la « résilience » comme moyen de surmonter une épreuve. Or, ce terme est des plus ambigus puisqu'il porte plus sur un changement de soi que de son environnement (politique, économique). De quoi satisfaire les représentants de l'ordre établi. C'est bien pourquoi la résilience peut être recyclée aussi facilement par Macron lors de son intervention télévisée du 23 avril 2020. Elle peut s'accommoder d'une idéologie de cadres puisque son principal mot d'ordre est qu'il faut s'adapter !

Il y a donc un « travail intérieur » que les collapsologues appellent de leurs vœux. Pablo Servigne et Gauthier Chapelle ont d'ailleurs participé à des sessions organisées par l'association belge Terr'Eveille, exclusivement dédiée à la promotion d'une méthode de groupe appelée TQR : le Travail Qui Relie. Ils ont même rejoint leur équipe d'animateurs d'ateliers. Jean Chamel décrit un stage en TQR : « *La première étape consiste à «descendre dans son corps», ... l'écouter, être en contact avec ses émotions et ... se connecter à soi-même, aux autres participants, à la vie, à la nature et à la Terre... En guise d'exercice, allongés en étoile sur le sol, les participants sont invités à sentir la courbure de la Terre et sa gravité sous leur dos puis leur ventre... L'objectif est de ressentir intérieurement, « au niveau des tripes », les souffrances du monde ... l'atelier amène ensuite les participants à « voir avec des yeux neufs », à faire advenir un autre monde, par une perception nouvelle, holiste, de ce qui les entoure... Installés à bord d'un canoë imaginaire, payant les yeux clos, les participants remontent symboliquement vers le « temps profond » des origines pour « recueillir les dons des ancêtres », tout ce que l'histoire de la vie leur a légué.* »²

La méthode dépolitise encore une fois la vie humaine, reléguée à une juxtaposition de choix individuels. Dans la dernière période, Pablo Servigne a repopu-

larisé la notion d'entraide en s'appuyant sur des recherches scientifiques dans les écosystèmes et... dans l'anarchisme. Il ne raisonne pas en terme politique mais de façon naturaliste, il constate que l'entraide est un mode de relation dans la nature qui permet aux espèces de vivre en milieu naturel. Il rejette implicitement les enjeux qui traversent les sociétés, les conflits de classe. Il a aussi popularisé le nom de Pierre Kropotkine qui a publié en 1902 un livre, appelé justement « l'entraide, un facteur de l'évolution », remis à l'honneur. Or, l'entraide, bien que ce terme puisse dégager une valeur positive, ne définit en réalité aucune finalité. Il peut être repris aussi bien par des fachos que par l'extrême gauche, chacun pour des raisons propres. On ne s'étonne donc pas qu'Alain Soral ait publié le livre de Kropotkine en 2019 dans sa maison d'édition. Enfin, Servigne établit un lien entre abondance et égoïsme (pourquoi se tourner vers autrui si chacun bénéficie de ce dont il a besoin ?) et affirme que l'entraide se développe plus facilement en milieu hostile, en période de régression. On comprend mieux pourquoi la société d'abondance est vilipendée, sous les faux masques de la société de consommation, de la société thermo-industrielle, etc. De là le mot d'ordre politique : des liens plutôt que des biens. Il n'est pas certain que le manque de moyens dans la société avive l'entraide mais qu'au contraire, le chacun pour soi se conjugue avec l'entraide dans une société désorganisée.

Des proximités douteuses

Daniel Tanuro va plus loin dans l'analyse : « *Il ne s'agit plus simplement de « faire le deuil » mais de « renouer avec nos racines profondes » ... Les archétypes au sens défini par Jung, à savoir des symboles primitifs, universels, appartenant à l'inconscient collectif, une forme de représentations préétablies (sic) qui structurent la psyché ».* ... les « archétypes » et le prétendu « inconscient collectif » sont au cœur d'un important débat philosophique et politique. Le caractère réactionnaire de ces notions jungiennes ressort en effet de leur définition même. Pour Jung, au plus un groupe humain est développé, au plus il a refoulé ses racines primitives, sauvages et barbares. Or, celles-ci sont sources de vitalité et de créativité. Chaque peuple doit les retrouver pour les assumer, faute de quoi les archétypes resurgiraient violemment, hors de tout contrôle. Les nazis, en effet, ont compris rapidement que la nécessité soulignée par Jung d'assumer « l'inconscient collectif » du peuple allemand pouvait légitimer leur politique. C'est pourquoi ils se saisirent de Jung contre Freud, et brûlèrent les livres de l'inventeur juif de la psychanalyse, accusé de polluer l'inconscient aryen. »³

Sans aucune précaution oratoire, Servigne et compagnie font référence dans leurs ouvrages à Dmitry Orlov⁴ et Piero San Giorgio⁵ aux positions d'extrême droite. Servigne appelle à des alliances entre les BAD (Bases Autonomes Durables), popularisées par Piero San Giorgio et les ZAD (Zones A Défendre). Il rêve d'une alliance où se croiseraient désormais bobos et fachos. Il ne s'agit en aucun cas de situer indistinctement les partisans de la collapsologie dans le camp de l'extrême droite mais de pointer le fait que ce discours peut servir de pont entre des milieux qui s'opposaient autrefois. De nouvelles idéologies peuvent désormais associer des forces qui se situent de plus en plus sur un terrain régressif et sans perspectives. Le fascisme peut en effet prendre des atours nouveaux, sans commune mesure avec les anciennes formes.

Retour d'une « religion » : le gaïanisme

Nous avons tous entendus ou lus des slogans comme « il faut sauver la planète », « il faut sauver la Terre » ou « notre planète souffre » ou bien « la planète est malade ». Ces trémolos dans la voix ne concernent en réalité que la partie de la planète où la vie est possible, c'est-à-dire quelques pourcents (3-4%) de la Terre. Les plus subtils, comme Bruno Latour (Sciences-Po, Paris), limitent plus raisonnablement la discussion à la biosphère, la partie vivante de la planète. Cela ne change rien au fond, puisque

le principe est que nous habitons une planète interconnectée dont chaque partie est en équilibre avec l'ensemble. Détruire cet équilibre revient à ôter à la planète elle-même la possibilité de vivre. En l'occurrence, c'est Gaïa, la terre nourricière⁶ qui rend possible les lendemains en harmonie avec elle. Croire en Gaïa ne relève pas d'une religion au sens qu'elle n'a ni lieux de culte officiels, ni



Statuette réalisée par l'artiste Oberon Zell.

prêtres officiels, aucun clergé identifié. Pour autant, comparer la Terre à un organisme vivant et y être dévot ramène à une forme de relation religieuse et irrationnelle que nous entretiendrions avec elle. On touche là une fracture philosophique car il y a une contradiction majeure entre le genre humain et la nature, le premier n'a vu son développement que dans sa confrontation avec la seconde. C'est encore une fois parce que nous avons une conscience que nous pouvons modeler notre environnement et non nous y adapter. De ce point de vue, la nature ne peut être un simple partenaire dont on va accepter les intrusions dans la vie de tous les jours. Ces attitudes fondées sur Gaïa ont des conséquences pratiques éminemment politiques. S'il s'agit de réguler les relations entre la Terre et les humains, il est possible de faire des « offrandes » les plus folles à la déesse : diminution du nombre d'habitants sur Terre (propositions d'Yves Cochet) et renoncements divers (notamment dans le domaine scientifique) pour satisfaire Gaïa. Il ne s'agit pas de « sauver la planète » mais de trouver le chemin de l'action pour nous sauver nous-mêmes en utilisant toute notre intelligence et en pointant les responsabilités particulière de la bourgeoisie comme classe dominante ayant pris des décisions au nom de toute l'humanité.

Les Collapsologues et les luttes sociales

Prenons l'exemple de la bataille des Gilets jaunes. L'étincelle de départ a été la demande d'annulation de la taxe carbone sur les carburants, surcoût alourdissant les budgets populaires et réduisant encore un peu plus un niveau de vie déjà pas fameux. La bagarre des gilets jaunes a rapidement glissé vers des revendications pour une vie meilleure, par la hausse du SMIC, par une demande générale de consommation. Quelle attitude précise ont adopté les plus médiatiques des collapsologues ? Les attitudes ont varié d'une indifférence respectueuse à une opposition la plus nette. Pablo Servigne, le plus « social » de tous, a été extrêmement tempéré. Il concevait la crise des gilets jaunes comme un symptôme confirmant ses thèses, se réservant le rôle de l'intellectuel dans sa tour d'ivoire. On aura du mal à savoir surtout s'il soutenait le mouvement. On le verra sans problème aux côtés d'Extinction Rébellion à Paris en octobre 2019, organisation financée par des milliardaires⁷, recevant l'appui de la maire de Paris, et collaborant avec la police. On ne peut pas dire que les manifs des Gilets jaunes et celles d'XR relevaient du même monde.

Dominique Bourg a carrément condamné le mouvement des gilets jaunes : « *Je l'apprécie pas beaucoup ... Dans les 'gilets jaunes', il y a manifestement des gens qui ont des comportements homophobes, racistes, violents ... appel grotesque à la démission d'un président de la république pour quelques centimes d'augmentation du litre du carburant* »⁸. Bruno Latour a affirmé lui aussi ne pas goûter le mouvement et lui a dénié un caractère politique : « *cela fait trois mois que cela dure et on a toujours des revendications incroyablement générales, comme le rétablissement de l'ISF ou la démission de Macron, ce qui est sans intérêt particulier du point de vue politique* »⁹. Paul Jorion n'a pas été en reste puisqu'il répondait embarrassé le 24 décembre 2018 à la question de son soutien ou non : « *... il y a parmi les gilets jaunes des gens qui ont toute ma sympathie (...) et il y a des gens avec qui j'hésiterai à leur serrer la main* »¹⁰. Certains, plus obscurs, tiennent des propos très clairs en plein mouvement des gilets jaunes, décembre 2018 : « *Autrefois, on avait un pot de confiture plein et on était quelques-uns à se le partager, aujourd'hui le pot de confiture est à moitié vide et on est de plus en plus nombreux à vouloir en manger. Donc vous vous doutez bien que dans ces conditions, ce sera de plus en plus difficile d'avoir tout notre confort dans notre société. Et je parle bien de confort parce que même lorsqu'on est au SMIC dans notre pays, on a la chance d'avoir un certain nombre de services même lorsque c'est difficile de joindre les deux bouts et de terminer le mois.* »¹¹

Dans ce florilège consternant d'intellectuels déconnectés des luttes sociales, il ne faut pas oublier Yves Cochet indifférent aux Gilets jaunes, se contentant d'une proposition provocatrice début janvier 2019. Il demandait de limiter les naissances en France, de supprimer les allocations à partir du 3^e enfant et en contrepartie de mieux accueillir les migrants.

S'il s'agit de se sacrifier, on comprend mieux les renoncements revendicatifs et l'absence de soutien aux luttes sociales dont les dynamiques sont aux antipodes des tenants de l'effondrement. Les collapsologues sont issus des « couches moyennes éduquées », très diplômés et urbains¹², en rupture avec la pression populaire pour des revendications liées à leurs conditions sociales d'existence. Il est même vulgaire de parler de sous et mieux vaut, dans les soirées, se consacrer aux grandes idées quitte à afficher un mépris à l'égard de la populace qui ne pense qu'à ses intérêts matériels.

En définitive, ils sont restés l'arme au pied, inutiles penseurs d'une actualité

qui leur échappait alors que l'heure était à l'action. C'est dans ces moment-là que l'on voit l'utilité relative des intellectuels, qu'on peut évaluer le rôle positif ou négatif qu'ils peuvent jouer pour le peuple en mouvement. L'humilité aurait d'abord consisté à les soutenir et participer aux manifs.

La théorie de l'effondrement, ses effets sur les classes sociales et les luttes populaires

La diffusion des idées a des conséquences sur la perception qu'ont les classes sociales dans leur capacité de mobilisation. Un sondage récent¹³ montre que, en moyenne, 65% de Français sont d'accord avec la théorie de l'effondrement. Etre d'accord, c'est intégrer un certain nombre de considérants mais aussi de conclusions qui en découlent : inéluctabilité d'un avenir en régression, diminution de la présence industrielle, baisse du niveau de vie, désintérêt pour les questions sociales remises au second plan.

Le sondage précise par catégorie sociale la portée des thèses effondristes. Si 50% des membres des catégories aisées y adhèrent, 75% des catégories modestes y sont sensibles. 89% des ouvriers et 76% des employés estiment que la société est en déclin. Ce jugement pourrait être de nature à mobiliser pour changer la si ce n'est qu'un ouvrier sur trois (35%) et un employé sur cinq (22%) pense que le déclin est irréversible¹³. Comment mobiliser des couches sociales qui pensent que le monde est non seulement condamné mais que le déclin est définitif ? Les appels à la mobilisation seront moins susceptibles d'entraîner des couches sociales démoralisées. La bourgeoisie a donc tout intérêt à populariser la théorie de l'effondrement. Le Premier ministre Edouard Philippe tient le fondateur de l'effondrement, Jared Diamond, comme une référence qu'il a évoqué lors d'une intervention parlementaire. Cela a évidemment plusieurs atouts : il reprend une thèse censée faire partie de l'arsenal de ses adversaires et dépolitise le débat en le plaçant sur un terrain technique autour du respect de la biodiversité. Cela permet de contourner la question « qui dirige ? ». Les mobilisations populaires sont meilleures en période de croissance économique, lorsqu'il s'agit de partager un gâteau plus important qu'en période de récession.

La collapsologie renforce une idée largement diffusée dans la société française de l'absence de possibilité de changement qui conduit de facto à l'acceptation du capitalisme, de l'ordre social pourtant si injuste. Pablo Servigne¹⁴ va jusqu'à évoquer le risque d'un effondrement du capitalisme entraînant d'autres effondrements par effet de dominos. Qu'en conclure ? Ne vaudrait-il pas mieux que l'écroulement se fasse dans un temps aussi éloigné que possible et donc que le capitalisme perdure tant que c'est possible ?

Sur le plan politique, cela démontre aussi qu'actuellement aucune force politique n'est assez puissante pour enrayer ces idées et redonner espoir. C'est sur ce point que les forces progressistes et émancipatrices doivent renouveler leur propos. Car il y a aussi un problème de ce côté-là, notamment avec le courant radical-chic qui peuple un certain nombre d'organisations syndicales, associatives et politiques. Qui profite de la situation ? Encore et toujours la classe dominante qui maintient son statut dominateur.

Un modèle économique reposant sur la pénurie

Le modèle économique défendu par les collapsologues est celui de l'économie de pénurie, aussi appelée économie de guerre. Si le niveau de vie doit baisser pour tout le monde, il baissera d'autant plus pour les couches sociales les plus modestes. On sait que les classes sociales aisées auront plus de facilité pour maintenir leur niveau de vie, au contraire des prolétaires. Mais cela aura des conséquences en termes de mécontentements des couches populaires. C'est ce qu'a bien compris Aurélien Barrau, sémillant collapso, qui appelait les pouvoirs publics à se préparer à prendre certaines dispositions antidémocratiques : « *Il faut des mesures politiques concrètes, coercitives, impopulaires, s'opposant à nos libertés individuelles. On ne peut plus faire autrement* »¹⁵. Un certain nombre de collapsologues se laissent à tenir des propos hallucinants, comme le chercheur indépendant et essayiste Vincent Mignerot : « *La seule 'action', pour un humain vivant dans un pays riche, qui pourrait avoir un éventuel effet positif sur l'avenir climatique serait qu'il réduise ses revenus pour atteindre aussi vite que possible un niveau proche du RSA, que plus jamais il n'ait de revenu plus élevé et qu'il ne fasse pas appel à la sécurité sociale ou à une quelconque assurance collective lorsqu'un problème survient (santé, habitation, accidents divers).* »¹⁶ Mignerot n'est pas le seul à avoir de tels propos infâmants, lisons Anthony Brault, formateur et consultant auprès d'associations : « *Qu'est-ce qui va se passer ? On pourra pas tout chauffer. Sans doute on va tous vivre dans une seule pièce etc., mais c'est pas confortable. Si on veut être responsable [...] il faut commencer tout de suite à se de-*

mander à quel genre de confort matériel il faut renoncer pour avoir le plus d'humanité possible dans le monde qui nous attend »¹⁷. Nous voilà prévenus, le modèle économique reposera sur une baisse d'activité, une baisse de confort pour tous, ou presque.

Les collapsologues interviennent pour l'après-déconfinement

Le confinement de ce printemps 2020 aura ainsi donné du temps libre à pas mal de monde pour rédiger des appels, des manifestes, des textes divers exprimant leur vision du monde d'après. Parmi la multitude des textes, nous retenons celui du 15 avril 2020 co-écrit par Dominique Bourg, Philippe Desbrosses, Gauthier Chapelle, Johann Chapoutot, Xavier Ricard-Lanata, Pablo Servigne et Sophie Swaton, intitulé « Propositions pour un retour sur Terre »¹⁸, texte le plus abouti dans la dernière période. Ses auteurs sont suffisamment identifiés comme faisant partie du réseau collapsologue, ou compagnon de route, pour savoir « d'où ils parlent ». Le monde qu'ils souhaitent est défini par une adaptation de notre société aux limites supposées de la planète pour « produire moins de biens (sobriété) », avec une agriculture qui abandonnera « presque entièrement la motorisation à énergie fossile et [aura] massivement recours à l'énergie musculaire (animale ou humaine) ». Pour qui a travaillé dans les champs, l'introduction de la mécanique et la motorisation a été une délivrance du labeur, ce qu'évitent d'évoquer les auteurs. La nouvelle société agira « pour éviter la stratification sociale entre individus » Comment ? « ... sous la forme d'une activité agricole à temps partiel, spécialement dans les périodes où les besoins de main d'œuvre sont très élevés (récoltes, préparation des sols, désherbage, etc.). Le régime d'activité du futur serait donc celui de la "poly-activité intermittente", qui verrait chaque individu se consacrer, alternativement et par phases, à l'entretien du vivant (dont l'agriculture est une forme essentielle) et à d'autres activités productives ou de services. » Dans ce monde, non seulement l'organisation en classe est maintenue, parce que niée dès le départ, et les inégalités qui vont avec, mais en plus les travaux forcés dans les champs ou les potagers deviendraient la règle. Il y a dans ces propositions un vieux fond pétainiste de la terre qui vous rend à la vie, la vraie (la terre ne ment pas !). Cette idée est explicitée de la façon suivante car cette relation à la terre : « permettrait de rétablir le lien entre tous les habitants du territoire national et "l'autre société" des espèces vivantes qui habitent ce même territoire. » Ils affichent un intérêt pour la permaculture¹⁹, autre forme de l'idéalisation de la Nature, bonne comme il se doit. Les auteurs proposent de nouvelles formes institutionnelles qui doivent dorénavant s'adapter à la nature. Pour donner un coup de neuf au discours, on parle désormais de « bio-région », correspondant à un territoire dont les limites ne sont pas définies par des frontières politiques, mais par des limites géographiques qui prennent en compte tant les communautés humaines que les écosystèmes. Le fonctionnement institutionnel des populations est donc calé sur les écosystèmes pour tenir compte des moyens naturels mis à disposition par la nature. Dans le détail, nos collapsologues se rendent compte de l'inconséquence pour nombre de matières locales inexistantes pour vivre mais il n'en demeure pas moins d'une connexion avec la nature.

Enfin, Leur société idéale serait sans bord car elle ne serait plus vraiment celle des humains : « Serait aussi constitutionnellement reconnue une extension du statut de sujet de droits (certes sous une forme non plénière) aux écosystèmes ou à des éléments de ceux-ci (fleuves ou glaciers par exemple). » ... Une extension du sujet de droits... formule que l'on peut lire sans prêter attention. Une distinction subtile existe entre objet de droit et sujet de droit. Un objet est une chose qui n'a pas de droit particulier à défendre, comme un meuble. Un sujet de droit désigne une personne détentrice de droit qui peut plaider sa cause en Justice. En demandant « l'extension du statut de sujets de droit » Les collapsologues tentent de transformer des paysages ou des animaux en sujet en les investissant de qualité qu'ils n'ont pourtant pas car ils n'ont de pas de conscience. Comment un fleuve ou un glacier pourrait être comparé à une personne qui a des intérêts particuliers à défendre en Justice ? Ce tour de passe-passe n'est possible qu'à condition de mettre sur un pied d'égalité les êtres humains, les paysages et les animaux. Cela réintroduit l'humanité dans un ensemble dont les différences sont niées. Car comment mettre un signe d'égalité entre un homme et un moustique, un cheval et un glacier ? Cela n'est possible qu'en renouant avec la religion animiste²¹. Il y a d'ailleurs une certaine insistance à parler de façon très globale de la « société des vivants », de « relations aux "autres" (humains et non-humains) » car leur projet « vise l'autonomie de chaque être et la fin de toute forme de domination sociale, qu'il s'agisse ici de la société des hommes ou plus largement de la société des êtres vivants, dont les humains font partie ». Nous ne sommes plus très loin de l'antispécisme²¹ qui indifférencie les espèces en les plaçant sur un pied d'égalité. Cette société promise, c'est l'horreur garantie.

Pour conclure...

La collapsologie s'est développée en Occident car c'est ce coin du monde qui accumule les plus grandes crises économiques, morales, politiques et récemment sanitaires. Mais c'est bien le capitalisme occidental qui perd pied face à la montée de puissances économiques d'Amérique du Sud et de l'Asie. La collapsologie est l'expression de ce désappointement intellectuel, désemparé et sans boussole depuis l'effondrement de la pensée émancipatrice socialiste et révolutionnaire. Dans un entretien du 29 mai, Pablo Servigne, anarchiste désabusé, pense le confinement comme un moment où les inégalités sociales ont été exacerbées mais que la situation sociale est plus complexe : « ... il y a aussi une pauvreté qui n'est pas misérable, une pauvreté qui a justement bénéficié du confinement. Dans les zones rurales, surtout, certaines personnes avec très peu de salaire ont pu profiter d'une certaine résilience, grâce justement à leur accès à de la terre, à des écosystèmes, à une certaine forme d'autonomie. D'autre part, il y a des riches qui ont aussi beaucoup souffert du confinement, ce n'est donc ni noir ni blanc. » Le riche et le pauvre, le bourgeois et le prolétaire devraient-ils communier dans un même élan pour se sauver mutuellement en oubliant la lutte des classes ? Et il finit par dire : « L'enjeu, même si c'est compliqué, c'est d'arriver à pérenniser cette pause. En réalité, c'est la clé du projet politique de décroissance. » On ne les attendra donc pas pour développer la société et satisfaire les besoins populaires ■

- 1 - Une autre fin du monde est possible, Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle, Seuil, 2018.
- 2 - Jean Chamel, « Faire le deuil d'un monde qui meurt », mis en ligne le 13 mai 2019, consulté le 20 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/terrain/18101>
- 3 - Contretemps, La plongée des « collapsologues » dans la régression archaïque. Daniel Tanuro, 6 mars 2019.
- 4 - Une autre fin du monde est possible, déjà cité.
- 5 - Comment tout peut s'effondrer, Pablo Servigne & Raphaël Stevens, Seuil, 2015.
- 6 - Du nom de la déesse de la mythologie grecque personnifiant la Terre, autoréglant ses composants pour favoriser la vie.
- 7 - Selon Wikipédia : « le mouvement bénéficié de dons du Climate Emergency Fund (CEF), un fonds créé pour soutenir financièrement les actions de mouvements radicaux tels que XR, pour un montant de 350 000 dollars. Lancé début juillet 2019, il est dirigé par Trevor Neilson (en), investisseur milliardaire... »
- 8 - Emission à France inter, 23 novembre 2018 : <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-23-novembre-2018>
- 9 - Bruno Latour, entretien sur le site Reporterre, 16 février 2019 : « Les Gilets jaunes sont des migrants de l'intérieur quittés par leur pays ».
- 10 - Déclaration 24 décembre 2018 sur Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=Lx7IhDJloLo>
- 11 - Collapsologie : pourquoi les gilets jaunes se trompent d'adversaire, 11 décembre 2018, <https://www.youtube.com/watch?v=wRgzox11Io>
- 12 - La France, patrie de la collapsologie, enquête de Jean-Laurent Cassely, Jérôme Fourquet pour la Fondation Jaurès, 10 Février 2020.
- 13 - Enquête Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, 2-15 octobre 2019.
- 14 - Ipsos/Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, enquête du 30 août au 3 septembre 2019.
- 15 - Une dernière bière avant la fin du monde, 31 octobre 2018 : <https://www.youtube.com/watch?v=6J1Lzs-iYAI>
- 16 - quel nouveau contrat social avec le vivant ? Aurélien Barrau, 8 septembre 2018 : https://www.youtube.com/watch?time_continue=644&v=R7sMZiSKmqg&feature=emb_logo
- 17 - Essayiste et chercheur indépendant Vincent Mignerot, « Quelles actions après les marches pour le climat ? », in Medium, 18 mars 2019. medium.com/@vmignerot/quelles-actions-apres-les-marches-pour-le-climat-c7560519d70c
- 18 - Interviewé par Clément Montfort dans le cadre de sa série « NEXT », op. cit., saison 1, épisode 1, septembre 2017. [youtube.com/watch?v=ImGLPH3eIdE](https://www.youtube.com/watch?v=ImGLPH3eIdE)
- 19 - Signalons pour l'anecdote croustillante un autre texte « Résistance climatique : c'est le moment ! » publié le 23 mars 2020, qui propose de rouler moins de 2.000 km/an en voiture, soit moins de 6km par jour, alors que 70% des Français utilisent leur voiture et qu'en moyenne les Français font 22 kilomètres par jour pour se rendre au travail.
- 20 - Les plus radicaux des permaculteurs estiment que les « mauvaises herbes » n'existent pas, ce serait encore une définition anthropocentrée de plantes qu'il faut respecter. <https://www.18h39.fr/articles/le-potagiste-un-youtubeur-original-qui-critique-la-permaculture.html>
- 21 - Croyance en un esprit, une force vitale, qui anime les êtres vivants, les objets mais aussi les éléments naturels, comme les pierres ou le vent, ainsi qu'en des génies protecteurs (wikipédia).
- 22 - A la question de savoir s'il se reconnaît dans l'antispécisme, Pablo Servigne répond : « Je n'aime jamais être catégorisé et étiqueté mais je me sens proche des antispécistes. Je peux me sentir en profonde fraternité avec des oiseaux, un écureuil et même une bactérie ou un lichen. » <https://www.contretemps.eu/effondrement-ou-autre-futur-entretien-avec-pablo-servigne/>

Parcours militant de nos rédacteurs :

Marie-Pascale Chevance Bertin

« Je n'ai pas renoncé à ce que je crois juste »



- Peux-tu te présenter en quelques mots ?

Je suis psychanalyste née à Paris en 1948. Je suis née après la guerre dans une famille de résistants. Mon père, le général Chevance Bertin avait organisé avec d'autres les premiers réseaux de résistance dans le sud de la France, à Marseille. Nommé général à 34 ans par de Gaulle et fait compagnon de la Libération, ma mère fut une des femmes les plus décorées de France, très tôt cet esprit m'a marquée, et certainement influencé mes engagements futurs.

- Peux-tu parler de ton rapport à l'Argentine ?

À 19 ans je me suis installée en Argentine le pays de mon premier mari, Norman Briski, acteur et homme de théâtre. J'ai eu la chance deux ans plus tard d'accompagner Norman à Cuba car il avait été invité par La Casa de las Americas, prestigieuse institution culturelle pour être juré du prix de la Casa pour le théâtre.

Ce voyage a été certainement le tournant le plus important de ma vie. Je suis restée deux mois et me suis liée d'amitié avec Eduardo

Galéano écrivain uruguayen auteur « Des veines ouvertes d'Amérique latine » ainsi qu'avec Mario Benedetti, Edouard Glissant, Ernesto Cardenal, Carlos Onetti, Roque Dalton, Margareth Randall, Roberto Fernandez Retamar et Rodolfo Walsh écrivain et journaliste argentin assassiné par la dictature militaire argentine en 1977.

Pourquoi un tournant décisif ? Pour une jeune femme de 21 ans, française, étudiante en psychologie, découvrir l'Amérique latine en côtoyant des intellectuels aussi profondément humains et engagés, ce fut une révélation absolue, plus rien ne serait comme avant.

- Quel est le point de départ de ton engagement en politique ?

À mon retour en Argentine, grâce à Rodolfo Walsh, j'ai commencé à militer dans les villas miserias, les bidonvilles. Nous avons fondé avec Norman et d'autres camarades un groupe de théâtre populaire, le groupe Octobre. Nous avions un camping car et avons parcouru l'Argentine dans les coins les plus reculés organisant des spectacles de théâtre politique avec les habitants des quartiers. Nous faisons partie d'une organisation politique, Montoneros qui prônait la construction du socialisme et qui avait une branche armée dont nous ne faisons pas partie, tout en soutenant à cette époque la nécessité de la lutte armée pour lutter contre le capitalisme et promouvoir la révolution.

En 1974 un groupe paramilitaire les trois A qui sévissait sous la présidence d'Isabelle Peron, en séquestrant et tuant jour après jour les opposants au régime, nous a condamné publiquement à mort. Aussi avons-nous dû quitter l'Argentine en 24 heures. Nous ne pourrions revenir que 10 ans plus tard.

Nous nous sommes réfugiés au Pérou, et avons eu la chance de pouvoir rester 4 mois près du Machu Pichu pour tourner un film, Kuntur Wachana (que l'on peut voir sur youtube), qui relate la lutte menée par les paysans quechuas pour reprendre leurs terres que « les gamonales », les propriétaires terriens, leur avaient volées. Période passionnante et très dure car en exil et dans la vallée sacrée des Incas à 3000 mètres d'altitude, nous vivions dans des conditions très difficiles. Côtayer jour et nuit les indiens quechuas dont nous partageons la vie a été un grand enseignement d'humilité et d'amour et de respect pour la

Pachamama, notre terre nourricière.

Notre exil s'est poursuivi d'une autre façon au Mexique, où de nombreux exilés commençaient à arriver, au Venezuela, un passage en France où j'ai participé, à l'approche du coup d'État militaire à la formation du CAIS, le Comité Argentin d'Information et Solidarité, un organisme de dénonciation des atrocités commises en Argentine, puis après le coup d'État du 24 mars 1976 et la mort du général Franco, nous nous sommes installés à Madrid.

La période espagnole a été très féconde. L'Espagne, après 40 ans de dictature, explosait culturellement et politiquement, de nombreux exilés latino-américains venaient s'y réfugier.

J'ai commencé à exercer la psychanalyse dans un cabinet avec d'autres analystes exilés. Nous avons fondé un comité de solidarité espagnol. J'ai été nommée à la commission de relations extérieures des Montoneros pour représenter l'organisation à l'Internationale Socialiste, j'ai été nommée coordinatrice des différentes organisations latino américaines, le MIR chilien, les Tupamaros uruguayens, l'ERP argentin et Montoneros. Je suis retournée à Cuba en relation avec le département Amériques du Comité Central du Parti communiste cubain.

Nous avons d'abord été dans les couloirs de l'Internationale socialiste, comme tant d'autres tels l'OLP et le Polisario, puis acceptés comme observateurs. Une promotion ! Nous avons obtenu la première condamnation contre la dictature en 1977 appuyés par le chancelier Kreiski, François Mitterrand, Willy Brandt, Shimon Peres et Olaf Palme, entre autres. Ce fut une grande victoire !

Fin 1978 j'ai pris mes distances avec l'organisation Montoneros en désaccord avec une stratégie que je considérais suicidaire, qui était de promouvoir le retour des militants en Argentine, les conditions de sécurité étant désastreuses. Les militants se faisant prendre les uns après les autres aux frontières.

J'ai eu l'opportunité de pouvoir passer une semaine dans un camp palestinien au Liban, ce qui a déterminé mon combat pour la défense des droits du peuple palestinien. Je fais partie des organisations AFPS et CAPJPO.

J'ai continué à militer dans les comités de soutien et à organiser des consultations gratuites avec des collègues argentins et espagnols pour les militants exilés.

- Et maintenant ?

Je suis rentrée en France en 1980. J'ai représenté les disparus argentins à la Commission des Droits de l'Homme du ministère des affaires étrangères, et ai commencé à collaborer avec l'association des Grands mères de la Place Mai dans la recherche de leurs petits enfants volés par des militaires ou policiers.

En 1993, grâce à mon amitié avec Didier Motchane, fondateur du CERES, j'ai adhéré au Mouvement des Citoyens et ai activement milité pour dénoncer le traité de Maastricht.

En 1994 j'ai fondé La Commission de Défense des enfants d'Amérique latine avec des personnalités de différents pays d'Amérique Latine, qui œuvrait pour organiser un tribunal qui puisse être un recours pour toutes les maltraitances faites aux enfants.

Malheureusement ce projet, après des années de travail n'a pu voir le jour.

J'ai adhéré à La France Insoumise et participé à la campagne présidentielle de Jean Luc Mélenchon. Je soutiens les gilets jaunes et suis membre d'ATTAC depuis peu.

Le programme l'Avenir en Commun est un projet de société fort et cohérent. Je suis une militante anticapitaliste. Pour moi, le néolibéralisme est un ennemi redoutable, le pouvoir des grandes multinationales est fortement établi, mais nous ne devons pas renoncer à ce qui nous constitue: la construction d'un monde plus juste, vivable pour tous et respectueux de la Pachamama comme disent les indiens quechuas.

L'avancée du néolibéralisme est féroce, mais la résistance des peuples est sans limite. Je ne suis pas dans un monde qui me donne de la joie, mais ce qui me donne de la joie, c'est que je n'ai absolument pas renoncé à ce que je crois juste. En écrivant ces lignes je me rends compte qu'à aucun moment je n'ai douté, malgré les nombreuses défaites, que la construction de la patrie socialiste doit toujours me guider. Je relis Rosa Luxembourg avec la même conviction.

Mais aujourd'hui, dans une société qui prône la compétitivité, l'individualisme, la finance toute puissante, la consommation à outrance quelle influence pouvons nous avoir ?

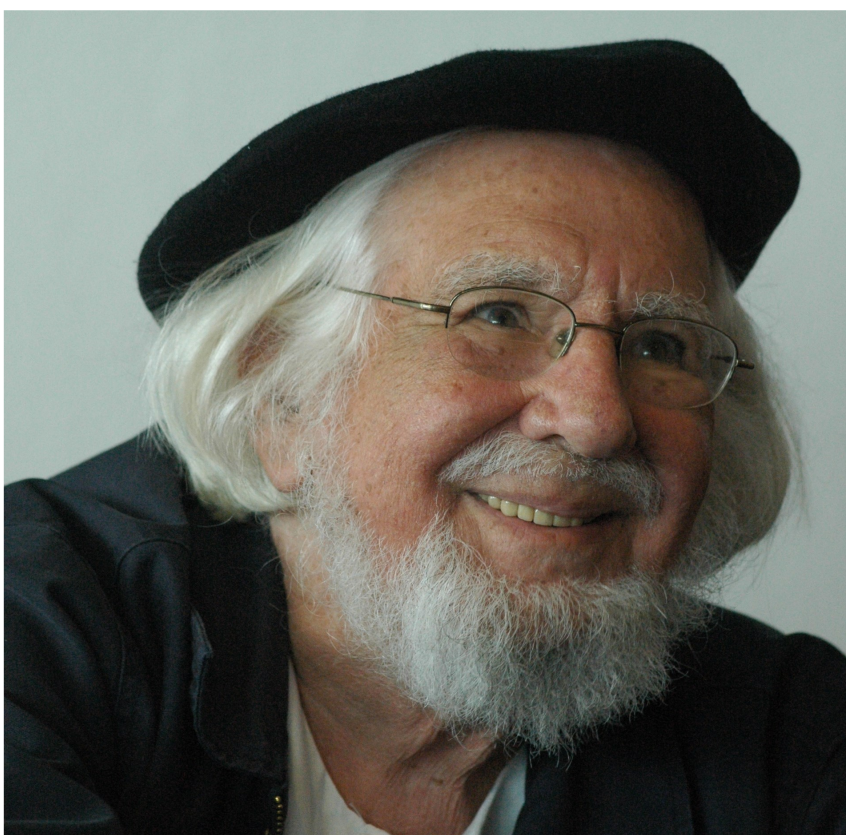
- Que penses-tu du bulletin Militant et du rôle qu'il pourrait jouer dans la période qui s'ouvre ?

La revue Le Militant, par son existence contribue à l'actualité de la pensée marxiste, penser est un acte révolutionnaire, continuons, il y a de quoi faire !!!!!!! ■

Nécrologie :

Ernesto Cardenal

Par Régis de Castelnau



Ernesto Cardenal a rejoint hier son frère Fernando dans la maison du Père. Enfin, je suppose que c'est comme cela que ce sera présenté dans son homélie funèbre.

Pour les avoir rencontrés à Managua, je considérais les frères Cardenal comme des camarades, chez eux on disait « compas » abréviation de *compañeros*. Contrairement aux deux frères de la chanson ils étaient du même camp. Tous deux ecclésiastiques, armés de la théologie de la libération, ils consacrèrent toute leur vie au peuple de leur pays, le Nicaragua. Ernesto était trappe et Fernando jésuite (!), prêtres consacrés tous les deux, ils furent également ministres dans le gouvernement sandiniste du Nicaragua après la révolution qui avait renversé Anastasio Somoza dictateur sanguinaire et « fils de pute » officiel des États-Unis.

Il existe une photo célèbrissime de Jean-Paul II refusant de prendre la main d'Ernesto et lui faisant la leçon pour le choix qu'il avait fait de servir son peuple. À l'occasion de ce voyage le même Jean-Paul II avait refusé de donner sa bénédiction aux veuves et aux enfants de combattants sandinistes tués

dans les combats contre les « *contras* » financés et armés par les États-Unis (comme d'habitude). Pour faire bonne mesure Ernesto fut suspendu « *a divinis* » par le Vatican, suspension levée par François il y a un an... Il n'a pas pu concélébrer de messe avec son frère disparu en 2016. Fernando le jésuite avait été foutu dehors de la Compagnie, puis réintégré... Les jésuites ont toujours été des malins.

À preuve pour moi, une anecdote personnelle lorsque j'étais à Managua quelques jours après la visite pénible du pape polonais. Un soir, on me conduisit avec quelques amis dans le plus grand bidonville de Managua devant une grande baraque en tôle surmontée d'une croix. Je fus accueilli par Fernando Cardenal qui nous expliqua que nous allions assister à une messe... Une de mes compagnons résolument athée laïcarde (comme moi), membre du PSU qui existait encore, avait pour principe de ne pas rentrer dans les églises. Elle renâcla disant qu'elle resterait à la porte, mais je pus la convaincre et nous assistâmes alors dans une église pleine à une cérémonie latino chantée absolument sublime. Dans son homélie le prêtre ovationné par l'assemblée nous salua avec une émotion tellement communicative que nos yeux à tous commençaient à piquer. J'avais remarqué au premier rang 17 femmes habillées en noir accompagnées d'enfants de tous âges également vêtus de noir. Je compris pendant l'homélie qu'il s'agissait des épouses et des orphelins des tués au

combat que le pape avait refusé de bénir. Vint le moment du baiser de paix que désormais les cathos donnent à leurs voisins à un moment de l'office. Mais ce fut pour voir se diriger vers nous la petite cohorte noire, dont les membres, enfants compris, venaient à nous pour nous embrasser. Les yeux humides, jambes flageolantes, et gorge nouée, je n'en menais pas large à l'image de mes compagnons. Et nous vîmes alors notre laïcarde PSU en larmes se diriger résolument vers la table pour recevoir la communion...

En saluant Cardenal au moment du départ, je pensais en souriant « ils sont forts les cathos, très forts. Il faut s'en méfier ».

Bon, désolé de vous importuner avec ce petit moment de mélancolie, alors que se déroule le formidable combat autour de la cérémonie des César et qu'il est indispensable de choisir son camp pour le salut de l'Humanité entre Adèle Haenel et Roman Polanski.

C'était juste un petit épanchement nostalgique au souvenir d'une rencontre avec des hommes beaux et bons. Ça existe ■

Des prêtres rouges en Amérique latine



Jean-Paul II refusant de prendre la main d'Ernesto Cardenal et lui faisant la leçon pour le choix qu'il avait fait de servir son peuple.

En 1959, la révolution cubaine contre le dictateur Batista ouvre une période de soulèvements populaires démocratiques et anti-impérialistes dans toute l'Amérique latine. Alors que des régimes militaires existent ou sont établis en réaction dans la plupart de ces pays, sous l'impulsion des USA, ils bénéficient d'un soutien de l'Eglise (Argentine, Brésil, Guatemala, Salvador, etc). L'heure est à la défense de l'ordre contre la menace communiste. Mais dans ces pays misérables, une partie des prêtres ne peut accepter cette solution et cherche dans l'exemple du Christ une voie différente. Certains d'entre eux vont développer une théologie nouvelle, nommée Théologie de la libération. Ils organisent des communautés de base, dans les bidonvilles et les quartiers populaires. Ils développent des thèses « tiers mondistes » incorporant des analyses marxisantes et préconisent le soutien aux mouvements sociaux. En 1968, la Conférence des évêques d'Amérique latine fait le choix prioritaire des pauvres, « engageant l'Eglise pour le développement intégral de tout l'homme et de tous les hommes vers une libération ».

Nombre d'entre eux s'engagent dans la résistance aux dictatures de manière non-violente, comme Don Elder Camara, archevêque de Recife au Brésil, surnommé l'évêque rouge : « Je nourris un pauvre et l'on me dit que je suis un saint. Je demande pourquoi le pauvre n'a pas de quoi se nourrir et l'on me traite de communiste. ». Au Brésil les communautés chrétiennes de base joignent leurs efforts à ceux des syndicalistes pour fonder un grand parti de masse, le Parti des Travailleurs.

En Colombie, plusieurs prêtres s'engagent dans les guérillas paysannes. Parmi eux, Camillo Torres, qui meurt au combat en 1966, et Manuel Pérez, qui commande la guérilla de l'ELN (*Ejército de Liberación Nacional*) au cours des années 1980. Au Salvador, l'archevêque Oscar Romero est tué par des paramilitaires en mars 1980 ; Ignacio Ellacuría et ses cinq collègues jésuites de l'Université centro-américaine d'El Salvador sont assassinés en novembre 1989 par l'armée gouvernementale. En Argentine, de nombreux prêtres sont torturés à mort sous le régime de Jorge Videla.

Au sein de l'Eglise, la théologie de la libération a été violemment combattue par l'Opus Dei, en alliance avec les USA et les dictatures locales. Le Pape Jean-Paul II, revenant sur l'élan donné par le concile Vatican II, a condamné la théologie de la libération et marginalisé certains de ses leaders ■

Le féminisme identitaire, du déjà vu dans le monde dit « arabo-musulman » ?

Par Myassa Messaoudi

Se réclamer de ses origines qu'elles soient blanches, noires ou métissées, les mettre en avant ou face aux nouveaux défis de classe est la dernière errance à la mode en Europe. Les identitaires parlent de plus en plus fort. Ils prétendent, chacun à sa façon, faire parler la mélanine ou la croyance au nom des groupes auxquels ils estiment appartenir. Les identitaires pratiquent une sorte de prévalence autoritaire sur leurs communautés en incriminant tout avis contraire. L'argutie est construite sur la base des souffrances subies à travers l'histoire, ou de menace « d'extinction » ou « de grand remplacement » par de vilains envahisseurs étrangers.

Quel rapport avec les luttes pour les droits des femmes ?

Il existe entre l'Europe et les pays du Sud une passerelle humaine que se dispute différentes mouvances et chapelles idéologiques. Dans le cas qui nous intéresse, c'est-à-dire la question des droits des femmes, les efforts n'en sont que plus éloquents. L'islam politique s'aligne parfaitement sur l'extrême droite européenne pour en faire un thème d'obsession. La visibilité des femmes voilées est devenue un enjeu stratégique dans l'affrontement de ses deux extrêmes idéologiques.

En effet, Les luttes féministes universelles, qui jusque là, avaient profité à toutes les femmes du globe, soit comme base de revendications communes, soit en alignement sur des acquis obtenus dans d'autres pays, se voient discréditées pour cause de couleur de peau et d'appartenance ethnique et confessionnelle. Le comble de la contradiction pour des groupes se plaignant constamment d'être victime de racisme et de rejet. Réclamer des droits particuliers aux femmes musulmanes sur la base d'une orthopraxie religieuse inspirée des temps anciens et du salafisme, vise affectivement à soustraire les femmes musulmanes du bénéfice des droits obtenus sur les terres d'accueil ou leurs pays d'adoption. Perpétuer des zones de privilèges misogynes est la contrepartie facile que les identitaires religieux offrent en guise de combat politique. D'une part, pour assurer la continuité des flots financiers qu'ils reçoivent pour leur prosélytisme d'obédience wahhabite, et d'autre part, pour affaiblir l'implication de la diaspora dans la lutte pour la démocratie dans les pays d'origine.

En Europe, le féminisme identitaire se réfère davantage aux luttes contre la ségrégation raciale américaine, qu'aux ravages de la condition des femmes en terres dites « arabo-musulmanes ». Il induit une confusion, sinon une hiérarchisation des racismes liée à la couleur de la peau et de l'origine, plus générique et global, et la condition propre des femmes issues de la communauté musulmane qui, elle relève du pur sexisme. Placer la lutte féministe au carrefour des combats d'égalité de toutes sortes vide les revendications féministes de son sens premier. Il la leste de préoccupations menées par d'autres activistes. Je rappelle que seule la lutte pour les droits des femmes souffre ce type de cumuls. En d'autres termes, l'allégeance confessionnelle l'emporte sur le droit universel et l'égalité.

En Algérie, et dans d'autres pays de la sphère islamique, les féministes peinent encore à obtenir l'égalité femmes-hommes devant la loi. La présence des femmes dans les luttes pour les libertés de toutes sortes n'est plus à démontrer, néanmoins les bénéfices de ces implications valeureuses restent insignifiantes pour elles-mêmes. Il n'est donc pas inenvisageable de parler d'un féminisme identitaires ayant constamment privilégié l'origine et la confession, ait déjà été expérimenté en terres dites « arabes ». Il a lamentablement échoué. Les féministes identitaires en Europe devraient en prendre de la graine, et celles du Maghreb les distances nécessaires avec cette fausse évolution ■

Echos des Municipales 2020 : Maromme (Seine-maritime)

Communiqué de la France Insoumise

La France Insoumise a décidé qu'elle ne conduirait pas de listes municipales sous ses propres couleurs, mais qu'elle participerait, autant que faire se peut, à la constitution de listes citoyennes.

Cela n'a malheureusement pas été possible à Maromme, malgré la mise en place l'année dernière d'une Association de citoyens, qui n'a pas été en mesure de concrétiser les objectifs ambitieux et novateurs qu'elle s'était fixés. De son côté le PCF, dans l'opposition depuis douze ans, après avoir dirigé la commune pendant plus de vingt ans, n'a pas été en capacité de constituer une liste face au maire sortant.

Les deux seules listes en présence ont été celle du maire sortant (resté dans la mouvance du PS, dont il est aussi le représentant en tant que conseiller départemental et aussi vice-président de la Métropole), et celle de la droite traditionnelle.

Il s'agit en réalité de deux groupes municipaux complémentaires, qui ne se sont pas réellement opposés depuis 6 ans.

Dans ces conditions la France Insoumise n'a pas participé à la campagne électorale, et n'a soutenu aucune liste.

Fidèles à nos engagements, nous avons déclaré rester présents dans les indispensables combats pour contrer la politique macroniste et lutter pour une société plus juste.

Bernard MUNIN, Conseiller municipal sortant
La France Insoumise

Résultats du vote du 15 mars 2020 : Taux d'abstention 59,37% ; bulletins blancs et nuls 3,2%.

Liste du maire sortant 83,32% - Liste de droite 16,67%

AVEC PLUS DE 83,32% DES SUFFRAGES EXPRIMÉS, LE MAIRE NE REPRÉSENTE DONC QUE 32,47% DES ÉLECTEURS INSCRITS !

Nous célébrons le 1er mai 2020 dans des temps extraordinaires

(Suite de la page 17)

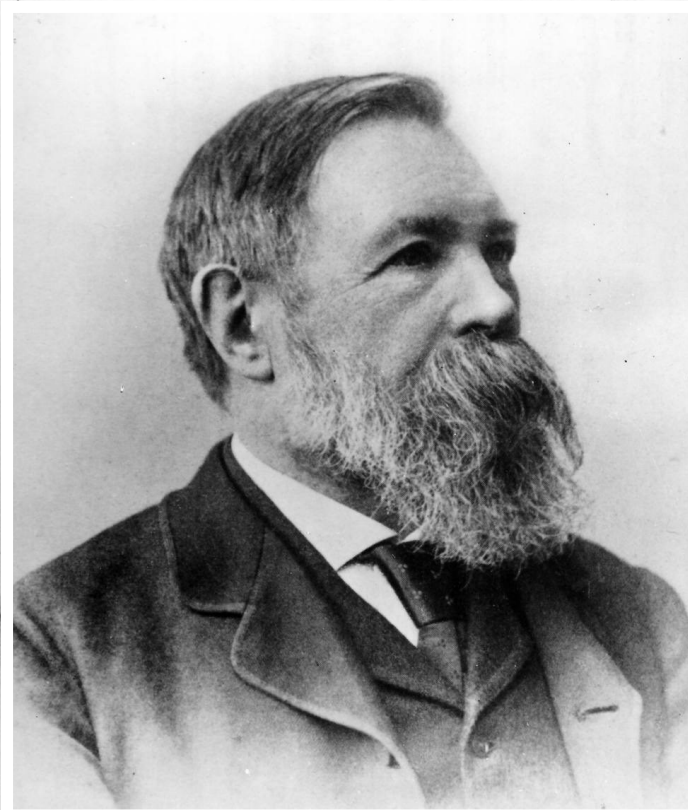
diale. Une fois le choc de la crise immédiate passé, il y aura une vague de colère contre ce système pourri.

La supériorité de la planification de l'État sur la cupidité des entreprises est exposée à tous. Les régimes d'austérité ont été contraints de verser des milliards dans des documents somptueux. Et la crise a également inspiré une redécouverte généralisée de la solidarité de la communauté humaine. C'est le fondement de la naissance d'une société socialiste.

Il s'agit d'un tournant historique. Les récents soulèvements dans le monde se seront révélés être un simple avant-goût des bouleversements historiques à venir. Joyeux 1er mai, camarades ■

Contre le « socialisme municipal » : une lettre de Friedrich Engels

Présenté comme une voie d'avenir en notre période de désarroi idéologique, le « municipalisme » a une histoire aussi vieille que le socialisme, quand il était promu comme alternative gradualiste à la prise du pouvoir d'Etat. Une de ses principales expressions a été le courant « fabien » en Grande Bretagne à la fin du XIXe siècle. Les *fabiens* appartenaient à la *Société fabienne*, du nom du général romain *Fabius conducator*, célèbre pour sa tactique face à Annibal : le refus de toute bataille frontale décisive. Ses principaux leaders étaient Beatrice et Sydney Webb. Les *fabiens* s'opposaient à la lutte de classes, donc au marxisme et défendaient la théorie du passage graduel au socialisme en s'appuyant sur le « socialisme municipal ».



Friedrich Engels, Lettre à Sorge (extrait), Londres, le 18 janvier 1893

(...) les *fabiens*, ici à Londres, sont une bande d'arri-
vistes qui ont assez d'intelligence pour apercevoir le
caractère inévitable de la révolution sociale, mais
qui, trouvant impossible de confier ce travail de géant
au prolétariat immature tout seul, ont par suite
l'obligeance de se mettre à sa tête. La peur de la
Révolution est leur principe fondamental. Ils sont les «
cultivés » par excellence ; leur socialisme est un
socialisme municipal ; la commune, et non la nation,
doit être, au moins provisoirement, propriétaire des
moyens de production. Ce socialisme qui est le leur est
alors exposé comme une extrême, mais inévitable
conséquence du libéralisme bourgeois, et de là s'ensuit
leur tactique : ne pas combattre résolument les
libéraux comme des adversaires, mais les pousser à des
conséquences socialistes, ergo (c'est-à-dire) coqueter
avec eux, to permeate liberalism with socialism

[imbiber le libéralisme de socialisme], ne pas opposer aux libéraux de candi-
dats socialistes, mais d'en faire des auxiliaires, des adeptes au besoin des
dupes. Qu'à ce jeu ils soient eux-mêmes dupés et trompés ou dupent le social-
isme, ils ne s'en aperçoivent naturellement pas.

Ils ont avec un grand zèle, au milieu de toute sorte de pacotille, donné aussi
plus d'un bon écrit de propagande, et même réellement le meilleur de ce que
les Anglais ont donné sous ce rapport. Mais dès qu'ils en arrivent à leur tac-
tique spécifique : estomper la lutte des classes, cela se gâte. De là aussi leur
haine fanatique contre Marx et contre nous tous - à cause de la « lutte de
classe ».

Ces gens ont naturellement bien des adhésions bourgeoises, et partant de l'ar-
gent. (...) ■

La Revue des livres

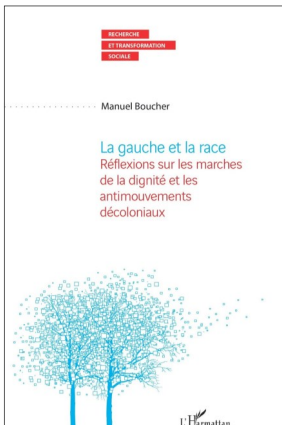
Par François Guingouin



La gauche contre les Lumières ?

Stéphanie Roza, éditions Fayard, 2019, 18€.

L'auteur tire la sonnette d'alarme contre les errances des forces dites de gauche qui s'abîment dans des thèses régressives par rapport à la « philosophie des Lumières » qui pose des principes rationnels et des méthodes de réflexion permettant d'appréhender le réel. Or, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a eu une montée en puissance d'un discours développant des méthodes irrationnelles. L'auteur s'en prend à l'antirationalisme, l'anti-progressisme et à l'anti-universalisme incarnés par Michel Foucault et Jean-Claude Michéa. L'auteur insiste sur la nécessité d'avoir une grille de lecture qui permette de décrypter le monde qui nous entoure. Il ne faut pas croire que les problèmes de société viennent de la Raison, le monde des idées (position idéaliste) mais tiennent à des causes liées à l'organisation sociale et historique (position matérialiste).



La gauche et la race,

Manuel Boucher, Éditions L'Harmattan, 2018, 29€.

L'auteur revient sur la période 2005-2018 qui a vu la création du mouvement des Indigènes de la République et l'extension de leurs thèses dans les organisations de gauche. Il a participé aux deux manifestations faites le 31 octobre 2015 et du 19 mars 2017 et revient sur les thèses du rassemblement du PIR (Parti des Indigènes de la République). Il s'alarme avec raison du glissement d'un discours insérant l'individu dans des rapports sociaux à un discours racisant et ethnicisant les rapports sociaux. On passe donc d'une conception de la société organisée en classe sociale (approche ancienne des forces de gauche) à une approche entre Eux (les blancs) et Nous (les non-blancs). Le PIR exige une nouvelle décolonisation des consciences des Blancs.

Le PIR produit un certain nombre d'analyses à la portée inquiétante car elles ont pu envahir à l'occasion des organisations de masse comme Solidaires, la CGT ou la FSU où le nombre de compagnons de route serait plus important que le nombre de membres

du PIR. Il consacre un long passage à Danièle Obono mais aussi à Clémentine Autain, députés à la FI, anciennes alliées du PIR.

Il en conclut que les thèses du PIR conduisent à une nouvelle forme de racisme d'autant plus pernicieuse qu'elle n'est pas issue du champ politique habituel, l'extrême droite. L'auteur précise que la base sociale du PIR est constituée de couches moyennes en mal d'insertion.

Bloc contre bloc, la dynamique du Macronisme,

de Jérôme Sainte-Marie, Éditions du Cerf, 2019, 18€. L'auteur distingue trois strates dans la base sociale du macronisme : l'élite réelle (liée à son patrimoine, ses revenus, son statut social) correspondant à 1% des plus fortunés; l'élite aspirationnelle (les cadres et les étudiants) et l'élite par précaution, c'est-à-dire, tous ceux qui ont intérêt à être du côté du macronisme, dont les retraités.

Le macronisme vise le pouvoir maximal sur la société, l'unification des élites autrefois segmentés par divers partis. Idéologiquement, il facilite l'unification du libéralisme culturel et économique.

Il démontre que la base sociale macronienne prend appui sur les grands chefs d'entreprises privées mais aussi les hautes sphères de l'administration publique.

Il insiste sur la place des intellectuels organiques qui ne sont plus forcément les intellectuels estampillés mais des cadres obscurs. Enfin, il confirme l'existence d'un vote de classe dans le vote macronien nié par les macroniens eux-mêmes. C'est un livre fort qui replace le débat dans des logiques de classe et c'est pourquoi l'auteur a fait référence à Marx et son *18 Brumaire de Louis Bonaparte*, comme méthode d'analyse tout au long de l'ouvrage ■



Hélène Adam et François Coustal évoquent l'histoire des JCR

Entre bobards et amateurisme...

Par Raymond Maillard



juillet 1992 : meeting sur la situation politique à l'initiative des JCR. De gauche à droite Alexis Corbière (AJR), Laurent Garrouste (JCR Autre Chose), Florence Capron (JCR), Raymond Debord (JCR) et deux représentants de LO.

Malgré des travaux universitaires, on pense en particulier à la revue *Dissidences* ou aux écrits de Robi Morder sur l'UNEF et le courant autogestionnaire, l'historiographie des mouvements révolutionnaires contemporains reste partiellement en friche. Aussi, c'est avec intérêt que certains protagonistes ont découvert qu'Hélène Adam et François Coustal consacraient quelques pages aux Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) dans leur ouvrage « C'était la Ligue »¹ consacré à leur expérience au sein de la LCR², dont les JCR étaient l'organisation de jeunesse. Anciens cadres de Révolution³ dans l'immédiat après 68, puis de l'Organisation Communiste des Travailleurs⁴ Hélène Adam et François Coustal ont longtemps été des membres de la direction de la Ligue communiste révolutionnaire avant de rejoindre le mouvement Ensemble⁵. Ils avaient donc a priori quelque légitimité à évoquer un épisode dont ils ont été les témoins mais aussi les acteurs⁶.

Le sujet n'est pas sans intérêt, dans la mesure où les JCR, fondées en 1981, ont vu leur parcours s'achever par un désaveu suivi d'une exclusion dix ans après. Et il n'est pas banal qu'une organisation politique se débarrasse de ses jeunes comme la LCR l'a fait en 1992 ou les « lambertistes » du PCI-MPPT la même année⁷. On avait pas vu ce genre de choses dans le mouvement ouvrier depuis les déboires des jeunes de la SFIO dans l'immédiat après guerre ! Mais ceux qui auraient attendu d'Hélène Adam et François Coustal un peu de recul (presque trente ans après les faits), d'analyse et de mise en perspective en seront pour leurs frais. Ils ne trouveront dans le livre que des approximations amateuristes, ponctuées de gros mensonges fractionnistes, comme s'ils avaient à justifier de quelque chose, ce que personne ne leur demande. Et comme si la LCR existait encore alors qu'elle a été dissoute en février 2009... Au lieu de se référer à leurs souve-



Xe congrès des JCR en août 1991 (premier après la scission des partisans de la majorité de la LCR). A la tribune Gérard Lecorre. Au 2e rang Eric Lester et François Ferrette.

la nouvelle. Comme si de rien était, les auteurs enchaînent en expliquant qu'« après cette scission il existe donc deux organisations de jeunesse, désignées par leur journal : les JCR-Egalité et les JCR-Autre chose »⁹. Ah bon ? Après cette scission ? On venait de dire congrès ? Voilà qui ne va pas beaucoup aider le lecteur à comprendre... Mais ce raccourci historique permet d'éviter une question embarrassante : le fait que c'est la fraction majoritaire de la LCR qui a impulsé la scission de sa propre organisation de jeunesse au lieu d'en respecter les statuts... Ce n'est donc pas au congrès, mais quelques mois après, que les jeunes assez démoralisés de l'ancienne équipe¹⁰ décidèrent de se retirer, ce qui conduisit à leur effondrement numérique très rapide (une soixantaine de membres). Il est également très partisan de parler de deux organisations « désignées par leur journal » puisque juridiquement il y avait d'une part les JCR tout court et de l'autre le petit groupe dissident publiant effectivement *Autre Chose*. Entre les deux, les relations n'étaient effectivement pas très bonnes, mais c'est surtout entre la LCR et les JCR qu'elles étaient exécrables. Toute à sa démarche d'« alternative à la gauche de la gauche » puis de « refondation de la gauche » la direction de la LCR voyait son organisation de jeunesse, activiste, dynamique et se réclamant d'une forme d'orthodoxie trotskyste, comme un caillou dans la chaussure. Et du côté des JCR, on était proches des minorités de la Ligue et de celles de la IVème internationale opposées à la construction de « partis non délimités stratégiquement ». Après l'effondrement de « ses » jeunes regroupés autour d' *Autre Chose*, bulletin au titre aussi incompréhensible que révélateur que leur désarroi idéologique, la majorité de la LCR s'est engagée dans processus d'élimination progressive de leurs rivaux : coupure des subventions, refus de vendre le journal à la Librairie possédée par la LCR, exclusions¹¹ et même ensuite agressions physiques.

Mais Hélène Adam et François Coustal sont tout à fait incapables d'effectuer un bilan sérieux ou juste historiquement honnête de cette séquence qui a conduit la LCR au délitement progressif sur les plans numérique comme programmatique jusqu'au fiasco de l'opération NPA et maintenant à leur ralliement au groupuscule fourre-tout Ensemble. Alors nos auteurs recourent à un vieux procédé qui en dit long sur le sérieux de leur entreprise d'écriture d'une histoire de la Ligue : ce qu'on appelait autrefois les méthodes policières et qu'on désignerait aujourd'hui sous le terme de complotistes. Puisque la majorité de la LCR a perdu celle de son organisation de jeunesse, ce n'est pas parce qu'elle a commis des erreurs : c'est parce qu'elle était infiltrée par des agents hostiles. Voici donc l'explication : « en fait ce courant est noyauté par un groupe sectaire lié au Comité pour une internationale ouvrière (CIO) un regroupement animé par une organisation britannique, *The Militant* ». Hélène Adam et François Coustal, par ce gros bobard, enchaînent en quelques mots tricherie avec les faits et ignorance de la réalité du trotskysme sur le plan international. Reprenons. Quand la majorité des JCR a basculé, la nouvelle équipe était composée des sensibilités suivantes : les jeunes partisans de la minorité de la LCR animée par Gérard Filoche, les jeunes partisans de la minorité de la LCR favorable au rapprochement avec LO, des jeunes proches de personnalités les plus à gauche de la majorité de la LCR (Daniel Bensaid) et de nouveaux adhérents. Ces nouveaux adhérents, dont Raymond Debord, étaient pour partie issus de l'Union des Etudiants Communistes à Caen et pour partie des lycéens et jeunes travailleurs recrutés par eux à Paris. C'est l'apparition de cette nouvelle couche militante qui fit basculer la majorité dans les JCR¹². A l'époque, personne n'avait entendu parler de la *Militant ten-*

nirs (visiblement défaillants) ou à une consultation des abondantes archives de l'époque⁸, ils n'ont visiblement retenu que quelques ragots et un coup d'œil à Wikipédia...

Entrons un peu dans les détails. Hélène Adam et François Coustal écrivent que le changement de majorité au IXè congrès des Jeunes communistes révolutionnaires (1-4 novembre 1990) aurait eu lieu à... une voix près ! C'est naturellement tout à fait contraire à la réalité, même si le rapport de forces était d'environ 45 % pour l'ancienne équipe et 55 % pour



A la tribune du congrès, salutations de Gérard Filoche (minorité de la LCR) et de Bernard Pignerol (SOS Racisme). Pas d'Anglais dans la salle...

de la *Militant Tendency* britannique et la seule préoccupation des JCR était pour ce qui se passait au sein de la IV^{ème} internationale. Ce n'est que plusieurs années plus tard, en octobre 1992 pour être précis, que les JCR entrèrent pour la première fois en contact avec le Comité pour une internationale ouvrière. Sortis du Parti travailliste, les membres de la *Militant Tendency* avaient lancé une grande initiative internationale antiraciste à destination des jeunes. Ils impulsèrent en particulier une manifestation réunissant plus de 10 000 jeunes à Bruxelles. C'est ainsi que s'effectua de rapprochement avec cette tendance. Quant à la qualification de « groupe sectaire » c'est commode pour effrayer le militant moyen de la périphérie d'Ensemble peu au fait des arcanes du trotskysme. Mais c'est une plaisanterie venant de la LCR quand on sait que cette tendance du Parti travailliste avait trois députés et dirigeait la mairie de Liverpool¹³. Malgré son supposé manque de sectarisme, la

LCR de la « grande époque » Adam et Coustal n'a jamais été au delà de l'élection d'un ou deux conseillers municipaux dans des villages provinciaux... Passons. Les militants ayant participé à l'aventure des JCR ont connu des destins divers. On trouve des « ex » dans le domaine des médias (Canal+, Le Monde, écoles de journalisme). D'autres sont aujourd'hui des syndicalistes FSU ou CGT. On pensera en particulier à Gérard Lecorre, un des leaders CGT de la lutte après l'explosion de l'usine Lubrizol à Rouen. D'autres ex-militants et dirigeants sont aujourd'hui à la France insoumise, au PCF, au NPA et on en trouve même à la Fédération Anarchiste. Quant au « canal habituel » des JCR il a donné la petite Gauche révolutionnaire qui en constitue la continuité organisationnelle. Et, *last but not least*, il y a une poignée d'anciens cadres des JCR dans l'équipe d'animation de Militant.

Dans une note de bas de page, Adam et Coustal évoquent le « parcours erratique » de Debord, principale figure des JCR exclues. Un esprit taquin ferait remarquer à Hélène Adam qu'elle ne manque pas d'air, ayant eu un parcours qui l'a conduit de l'organisation Révolution ! à... une retraite dorée au Conseil économique, social et environnemental auquel elle a été promue sous Hollande au titre du « dialogue social »¹⁴. Dans une perspective moins polémique, elle aurait pu s'interroger sur le constat du fait qu'à partir de prémisses politiques antagoniques, on retrouve aujourd'hui dans la mouvance de la France insoumise aussi bien le gros des cadres de la majorité de la LCR qu'un nombre significatif de leurs jeunes rebelles excommuniés. Quelle perte de temps et d'énergie pourrait se dire un observateur extérieur ! Pourtant, à y regarder de plus près les positionnements ne sont pas identiques. Les ex-LCR sont à Ensemble, mouvement demeurant en marge de la France insoumise et lorgnant vers la reconstitution de l'union de la gauche¹⁵. Les ex-JCR quant à eux ont été très à l'aise avec l'orientation développée par Jean-Luc Mélenchon pendant la campagne présidentielle 2017, à savoir le rassemblement du peuple contre l'oligarchie capitaliste. Comme si, au delà des apparences, la question posée en 1992 restait devant nous : refonder la gauche ou aider le prolétariat à se constituer en classe et donc en parti politique ■

1 - Editions Syllepse, 2019

2 - Voir la chronique du livre par François Guingouin dans Militant n°158, 1er semestre 2020

3 - Fusion en 1971 de restes des Comités d'action de 68 à Marseille et de militants de la Ligue communiste rejetant l'adhésion à la IV^e Internationale

4 - Organisation spontanéiste née d'une fusion de Révolution ! avec la tendance maoïste Gauche ouvrière et paysanne (GOP) du PSU en 1977

5 - Petite organisation dont la figure publique la plus connue est Clémentine Autain.

6 - Votant l'exclusion de deux de leurs collègues du comité central de la LCR soutenant les JCR : Raymond Debord et Murray Smith

7 - Le dirigeant de l'AJR, organisation de jeunes du PCI étant Alexis Corbières

8 - Les dizaines d'articles dans les bulletins internes de préparation des congrès de la LCR ou les compte-rendus du comité central

9 - Après le IX^{ème} congrès, le journal Autre chose reste l'organe national des JCR. Il faut attendre mars 1991 pour que le titre soit remplacé par celui de l'Egalité. Cette succession de titres prouve encore une fois qu'il n'y a pas eu scission mais continuité marquée par le maintien du journal antérieur.

10 - Entre autres Pierre-François Grond (à Ensemble aujourd'hui), Rebecca Houzel, Sylvia Zappi, Laurent Garrouste (à Ensemble aujourd'hui), Christophe Ramaux...

11 - Pour l'anecdote au motif d'avoir appelé à voter pour Lutte Ouvrière et pas pour les candidats labellisés « refondation de la gauche »

12 - Du côté de l'équipe sortante, on trouvait des jeunes se reconnaissant dans la majorité de la LCR, dans la tendance de Michel Lequenne et un petit secteur entristé propulsé par la TMRI, la tendance internationale de Michel Pablo. A ce groupe, Hélène Adam et François Coustal ne font aucune allusion. Au royaume des aveugles...

13 - voir « Militant à Liverpool : entretien avec Felicity Dowling, ancienne conseillère municipale », Militant n°158, p. 25, 1er semestre 2020

14 - <https://www.lecese.fr/membre/adam>

15 - Jean-Pierre Garnier : « Big bang dans un verre d'eau » <http://www.librairie-tropiques.fr/2019/06/se-faire-des-amis-avec-j-p.garnier-big-bang-dans-un-verre-d-eau.html>

Quand le Diplo se met au vert

Par Jean-Pierre Garnier

À la remorque de la «gogôche» verdâtre, Le Monde diplomatique poursuit sa cure de verdissement. En témoigne le numéro de mai. On y trouve deux articles inspirés par un escrologisme plein pot. L'un, sur deux pleine pages, est co-signé par l'«économiste atterré» (atterrant, surtout) Cédric Durand — un «bobo» pur jus qui avait déclaré qu'il ne pouvait «se passer du Lieu dit», café-restau menacé de faillite à l'époque dans un quartier parisien «gentrifié» où il aime débattre et s'ébattre avec ses pareils —, et Razmig Keucheyan, politologue autoproclamé «éco-marxiste», le Greta Thunberg du citoyennisme altercapitaliste. L'intitulé en résumé le propos : «L'heure de la planification écologique». La phrase conclusive aussi : «*Leur écologie ou la nôtre : la grande bataille du XXIe siècle*». L'horizon ? La «transition écologique». Vers quoi ?

L'autre papier devrait nous renseigner. Il est en effet de Chantal Mouffe, la reine de l'esbroufe «indignée», qui s'en prend sur une page entière au sociologue réformateur Pierre Rosanvallon, l'un des maîtres à penser de la deuxième droite, qui ne «comprend pas» qu'il existe un «populisme de gauche». La «*théoricienne réputée* [sic] *de ce courant*» que serait la Mouffe, selon le Diplo, se doit donc d'expliquer en quoi celui-ci consiste :

« *Une stratégie visant à construire une volonté collective autour d'un Green new deal ("nouvelle donne écologique") qui peut aussi faire de cette crise [sanitaire] une occasion de démocratiser en profondeur l'ordre socio-économique existant et de créer les conditions d'une transition écologique* ». « *Transition écologique* » vers quoi, encore une fois ? On n'en saura pas plus, mais il est aisé de le deviner : un capitalisme reverdi, bien entendu, à qui la mobilisation générale pour «sauver la planète» apportera une nouvelle sève et de nouveaux profits. Et au Diplo, de nouveaux lecteurs ■

Militant attire l'attention de ses lecteurs germanophones sur le magazine Lernen im Kampf (« Apprendre dans la lutte ») avec lequel notre rédaction entretient des relations cordiales.

Lernen im Kampf est publié par des militants très investis dans le syndicalisme et le parti Die Linke.

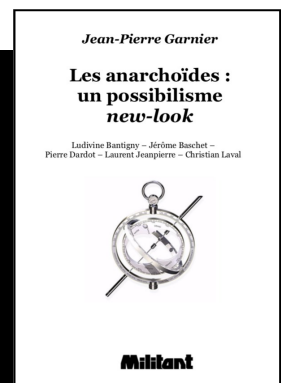
**<https://lernenimkampf.net>
lernenimkampf@googlemail.com**



Militant vient de publier une brochure : « les anarchoïdes : un possibilisme new look », de Jean-Pierre Garnier.

A boulets rouges contre la pseudo gauche radicale... 36 pages, mai 2020.

**3€ par chèque à Militant c/o CAIRN
18 rue Victor Massé 75009 Paris**



■ Les échos de *Militant*

Retrouvez les vidéos
de Militant sur Youtube



<https://www.youtube.com/user/Militant75/videos>



► **12 février 2020.** (En Arabe) Raymond Maillard, rédacteur en chef de Militant, intervient dans le journal télévisé de RT-Arabic à propos du sondage du Figaro montrant la désaffection croissante des Français et des européens vis à vis de l'OTAN.

► **14 février 2020.** Jean-Pierre Garnier, sociologue de l'urbanisme, directeur de recherche émérite au CNRS, auteur de nombreux ouvrages, intervient sur les Municipales à Paris : « Vol au dessus d'un nid de bobos ».

► **8 mars 2020.** Rencontre dédicace avec Myassa Messaoudi qui présente son livre « c'est mon choix, disent les femmes soumises » (introduction R. Maillard « le 8 mars, une tradition ouvrière et socialiste »)

► **28 mars 2020.** Raymond Maillard, rédacteur en chef de Militant, intervient sur la crise de l'hôpital public parisien et le coronavirus.

► **17 avril.** Coronavirus : point d'étape, intervention de Raymond Maillard, rédacteur en chef de Militant

► **30 avril.** Coronavirus : à propos de la prétendue « aide » à l'Afrique, Raymond Maillard, rédacteur en chef de Militant, réagit aux déclarations de Le Drian.

► **23 mai.** Intervention après l'annonce du 2e tour des municipales.